



Nº du catalogue: 67-202-XIF

Bilan des investissements internationaux du Canada



Premier trimestre 2003



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division de la balance des paiements, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone: (613) 951-9689).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263 1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363 7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700 1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889 9734**

Renseignements par courriel **infostats@statcan.ca**

Site Web **www.statcan.ca**

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 67-202-XIF au catalogue est publié trimestriellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 23 \$ CA l'exemplaire et de 51,00\$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à **www.statcan.ca**, sous la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 45,00\$ CA. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada:

États-Unis: 6 \$ CA l'exemplaire et un abonnement annuel à un prix de 24\$ CA.

Autre pays: 10 \$ CA l'exemplaire et un abonnement annuel à un prix de 40\$ CA.

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267 6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287 4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste: Statistique Canada, Division de la diffusion, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division de la balance des paiements
Système de comptabilité nationale

Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre 2003

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2003

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Septembre 2003

N° 67-202-XIF au catalogue, vol. 1, N° 1

ISSN : 1708-0711

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

This publication is available in English upon request.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- p préliminaire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Le Système de comptabilité nationale

Au Canada, les comptes nationaux ont fait l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de toute une série de publications portant sur leurs éléments constitutifs propres. Ils ont connu une telle évolution qu'on peut maintenant les qualifier de «Système de comptabilité nationale». Aux fins d'identification, toutes les publications qui font partie du système (elles contiennent des tableaux statistiques, la description du cadre théorique et l'explication des sources et des méthodes) portent le titre général de «Système de comptabilité nationale».

Le Système de comptabilité nationale du Canada se divise en plusieurs catégories de comptes. Les comptes annuels et trimestriels des revenus et des dépenses (paraissant dans les publications dont le numéro de catalogue commence par 13) ont constitué le premier ensemble de statistiques à être connu sous le titre de «Comptes nationaux» (Comptes nationaux des revenus et dépenses). Les données sur la balance canadienne des paiements internationaux (numéro de catalogue commençant par 67) font également partie du Système de comptabilité nationale; elles ont même existé avant les comptes des revenus et dépenses.

Une nomenclature beaucoup plus détaillée d'industries et de biens et services figure dans les tableaux d'entrées-sorties du système (numéro de catalogue commençant par 15). Les publications dont le numéro de catalogue commence par 15 comprennent aussi les mesures de l'apport de chaque branche d'activité au total du produit intérieur brut au coût des facteurs ainsi que les mesures de productivité.

L'établissement est l'unité primaire de production industrielle tant dans les tableaux d'entrées-sorties que dans les estimations du produit intérieur brut par activité économique. Les comptes de flux financiers (publications dont le numéro de catalogue commence par 13) mesurent les opérations financières. Les catégories de prêteurs et d'instruments financiers forment les éléments de base de ces statistiques et l'entité juridique est le point de départ du classement des agents économiques. Les comptes du bilan des actifs et passifs en cours sont disponibles annuellement.

Le Système de comptabilité nationale constitue un ensemble conceptuellement intégré dans lequel les diverses catégories de comptes peuvent être considérées comme des sous-systèmes étroitement liés entre eux. Au stade actuel de développement, on ne peut faire de comparaison directe entre les éléments basés sur l'établissement et ceux qui sont basés sur l'entité juridique que lorsque les données sont groupées dans des catégories très générales. Toutefois, Statistique Canada poursuit ses recherches sur les relations entre l'entreprise, la société et l'établissement. Il sera peut-être possible un jour de reclasser les données établies sur une certaine base (l'établissement par exemple) de manière à les faire correspondre aux données établies sur une autre base (société ou entreprise).

Dans ses grandes lignes, le Système de comptabilité nationale du Canada suit de très près la norme internationale présentée dans le Système de comptabilité nationale de 1993, lequel est produit conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de

coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Table des matières

Bilan des investissements internationaux du Canada	8
Graphique 1. Bilan des investissements internationaux du Canada	
Graphique 2. Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif entre le quatrième trimestre de 2002 et le premier trimestre de 2003	
Graphique 3. Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif entre le quatrième trimestre de 2002 et le premier trimestre de 2003	
Graphique 4. Bilan des investissements internationaux du Canada, selon la zone géographique	
Graphique 5. Position des investissements directs à l'étranger	
Produits connexes	15
Tableaux statistiques	
1-1 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays - Actif	21
1-2 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays - Passif	22
2 Investissements directs canadiens à l'étranger, par région géographique	23
3 Investissements directs canadiens à l'étranger, par industrie	23
4-1 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Trimestriel	24
4-2 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Annuel	25
5 Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique	25
6 Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique	26
7 Réserves officielles internationales du Canada	26
8 Autres actifs	27
9 Investissements directs étrangers au Canada, par région géographique	28
10 Investissements directs étrangers au Canada, par industrie	28
11-1 Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Trimestriel	29
11-2 Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Annuel	30
12 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, par région géographique	31
13 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, facteurs expliquant la variation nette de la valeur comptable	32
14-1 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Gouvernements	33

Table des matières – suite

14-2	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Entreprises publiques	34
14-3	Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Autres secteurs	35
15	Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique	36
16	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique	37
17	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur	38
18	Autres passifs	38
19-1	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administration publique fédérale	39
19-2	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques provinciales	40
19-3	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques municipales	41
19-4	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations publiques	42
19-5	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques fédérales	43
19-6	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques provinciales	44
19-7	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques municipales	45
19-8	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des entreprises publiques	46
19-9	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations et des entreprises publiques	47
19-10	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Sociétés privées	48
19-11	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total, tous les secteurs	49
20-1	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis - Actif	50
20-2	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis - Passif	51
21-1	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis - Actif	52
21-2	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis - Passif	53
22-1	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni - Actif	54

Table des matières – suite

22-2	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni - Passif	54
23-1	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne - Actif	55
23-2	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne - Passif	55
24-1	Bilan des investissements internationaux avec le Japon - Actif	56
24-2	Bilan des investissements internationaux avec le Japon - Passif	56
25-1	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - Actif	57
25-2	Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - Passif	57
26-1	Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays - Actif	58
26-2	Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays - Passif	58

Qualité des données, concepts et méthodologie

Notes techniques	59
Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle	63
Notes statistiques	64

Appendice

I. Glossaire	79
--------------	----

Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre de 2003

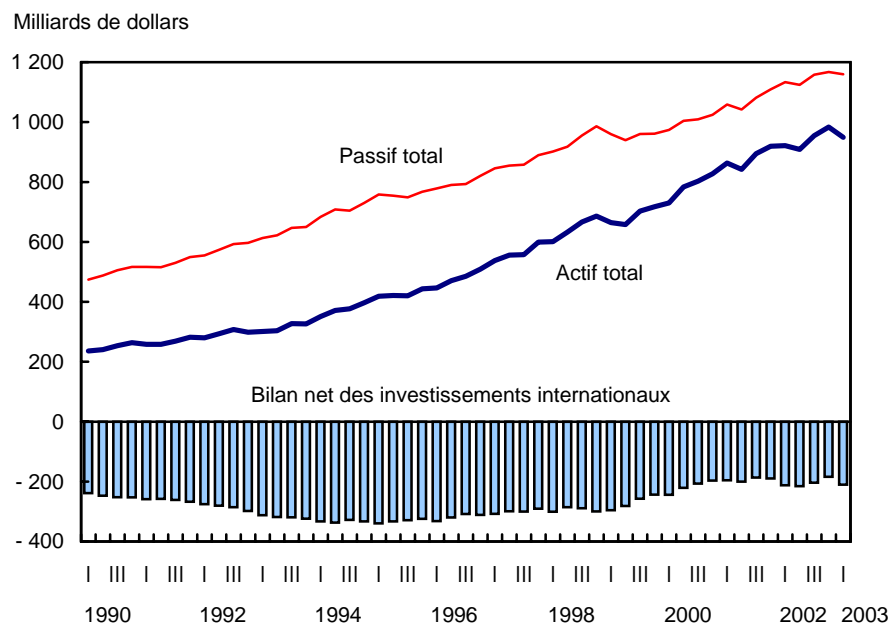
La valeur de l'actif et du passif du Canada à l'étranger a fortement baissé au cours des trois premiers mois de 2003, à la suite de la forte remontée du dollar canadien.

La baisse des actifs internationaux a été quatre fois plus forte que celle des passifs. En conséquence, le passif net du Canada envers les non-résidents, soit la différence entre l'actif et le passif étranger a fortement augmenté.

La valeur des actifs internationaux a diminué de 34,1 milliards de dollars par rapport au niveau observé à la fin de 2002, pour se situer à 949,2 milliards de dollars. Le dollar, qui a gagné 7 % de sa valeur entre janvier à mars par rapport au dollar américain, a enlevé 60,4 milliards de dollars à la valeur de ces actifs, la plupart d'entre eux étant en dollars américains. Ceci a plus que contrebalancé les gains résultant de nouvelles acquisitions.

Graphique 1

Bilan des investissements internationaux du Canada



Il y a aussi eu une baisse du passif international du Canada de l'ordre de 7,9 milliards de dollars, le passif s'étant établi à 1 159,0 milliards de dollars. L'effet du raffermissement du dollar canadien a été partiellement atténué par une augmentation des emprunts à l'étranger.

Note aux lecteurs

Il s'agit de la première diffusion du *Bilan des investissements internationaux du Canada* sur une base trimestrielle.

Les estimations provisoires pour 2002 et les estimations trimestrielles de 1990 au premier trimestre de 2003 sont maintenant disponibles. L'augmentation de la fréquence de ces données fait partie d'une initiative pluriannuelle visant l'amélioration du bilan pour tous les secteurs de l'économie.

Pour plus de renseignements sur l'accès aux nouvelles séries CANSIM sur la documentation récapitulative des méthodologies utilisées et d'autres caractéristiques de ces initiatives pluriannuelles, voir le document intitulé *Comptes du bilan national et du Bilan des investissements internationaux du Canada* accessible dans le site Web de Statistique Canada.

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. Le contraire est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Par conséquent, le passif international net du Canada est passé d'un creux historique de 184,0 milliards de dollars à la fin de l'année 2002 à 210,3 milliards de dollars à la fin de mars 2003. Le ratio de la dette extérieure par rapport au produit intérieur brut se situe maintenant à 17 %. Il est demeuré à l'intérieur de la fourchette observée au cours des 11 derniers trimestres et bien en deçà du sommet de 44 % en 1994.

Baisse des investissements directs canadiens à l'étranger

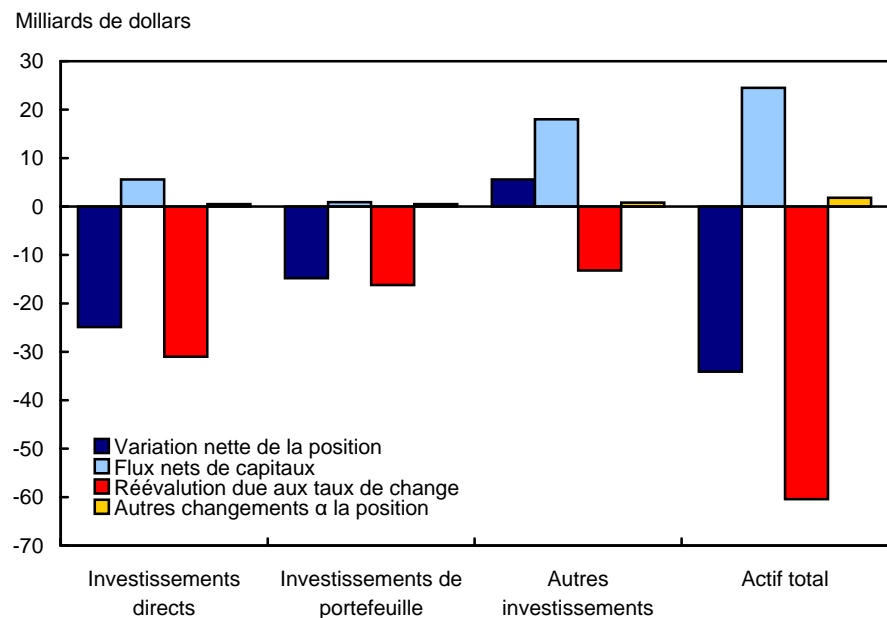
Le raffermissement du dollar canadien a eu sa plus grande incidence sur la valeur des investissements directs canadiens à l'étranger, lesquels ont baissés de 24,9 milliards de dollars pour atteindre 406,9 milliards de dollars.

Le rythme des acquisitions des entreprises étrangères a ralenti pour tomber à presque rien ces derniers trimestres, la plupart des investissements directs étrangers du premier trimestre étant allé aux sociétés affiliées existantes.

Dans l'ensemble, l'actif des investisseurs directs à l'étranger a diminué de 24,9 milliards de dollars durant le trimestre, dont environ 11,1 milliards de dollars ont été attribuables aux États-Unis.

Graphique 2

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur de l'actif entre le quatrième trimestre de 2002 et le premier trimestre de 2003

**Les avoirs en actions étrangères sont aussi en baisse**

La combinaison d'un faible marché boursier au premier trimestre et de la hausse du dollar canadien s'est traduite par une diminution de 8 % de la valeur des actions étrangères détenues par les Canadiens.

Les Canadiens ont vendu pour une valeur de 2,7 milliards de dollars d'actions étrangères durant le trimestre. Ces ventes, combinées à la réévaluation de la monnaie, ont donné lieu à une baisse de 17,0 milliards de dollars des avoirs en actions étrangères, lesquels se sont établis à 202,0 milliards de dollars. Une bonne partie de la baisse, soit environ 9,7 milliards de dollars, a été enregistrée aux États-Unis.

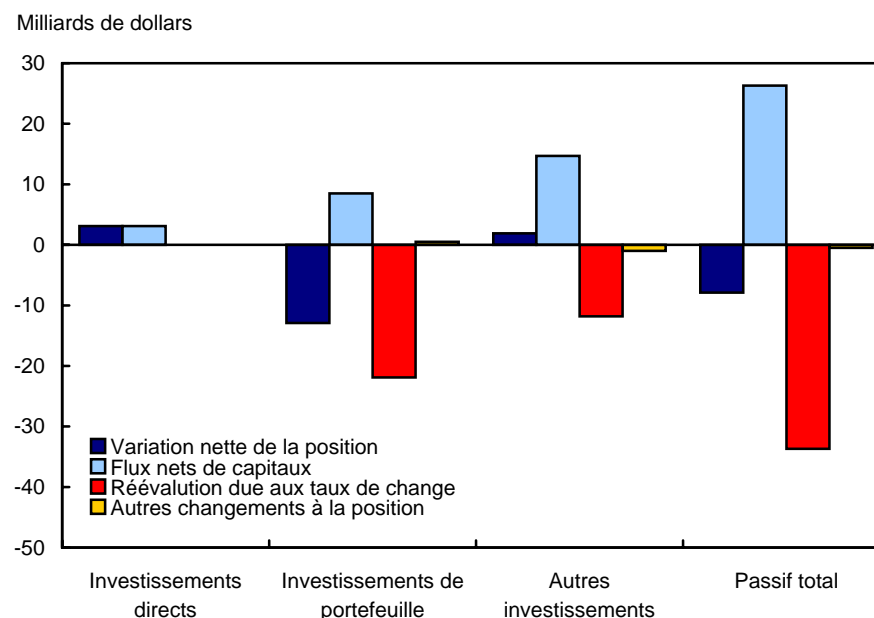
Diminution du passif obligataire canadien malgré les acquisitions du premier trimestre

Au premier trimestre, les investisseurs étrangers ont acquis près de 10 milliards de dollars d'obligations canadiennes émises en dollars canadiens. Toutefois, puisque plus de la moitié des obligations canadiennes en circulation détenues par les investisseurs étrangers sont émises en dollars américains, la valeur totale de cet instrument a diminué de 11,6 milliards de dollars pour se situer à 432,1 milliards de dollars.

En raison de quatre trimestres consécutifs de faible investissement, les investisseurs directs étrangers ont ajouté moins de 1 % à leur position d'investissements directs étrangers au Canada. Ce type d'investissement, toujours exprimé en dollars canadiens, a atteint 352,5 milliards de dollars à la fin de mars 2003.

Graphique 3

Facteurs expliquant la variation nette de la valeur du passif entre le quatrième trimestre de 2002 et le premier trimestre de 2003

**Positions annuelles 2002 : tendance à la baisse du passif international net**

Le passif international net du Canada est à la baisse depuis les neuf dernières années.

À la fin de 2002, le passif international net du Canada avait atteint un creux historique de 184,0 milliards de dollars. Ce niveau était en baisse par rapport au 189,4 milliards de dollars à la fin de 2001 et bien en deçà du passif net de 243,7 milliards de 1999.

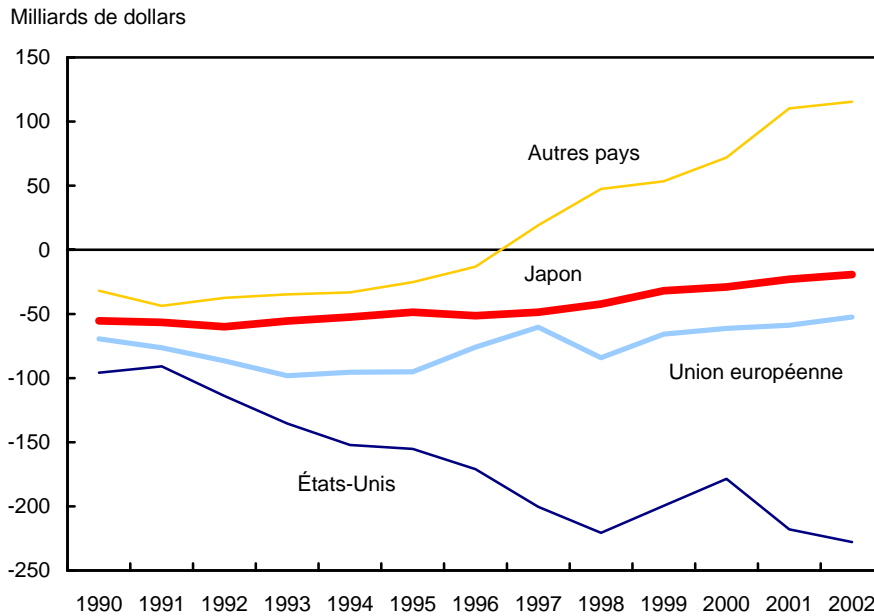
À l'échelon régional, les investisseurs américains détiennent une proportion croissante du passif net du Canada. D'autre part, le Canada est dans une position d'actif net avec le total de tous les autres pays depuis 2001.

Le Canada a diminué son passif net avec l'Union européenne au cours des cinq dernières années, le réduisant de plus du tiers, lequel s'est situé à 52,4 milliards de dollars. Le Japon, qui a également diminué de façon constante sa position créditrice nette à l'égard du Canada, détient 19,3 milliards de dollars du passif international du Canada, une baisse par rapport au 42,3 milliards de dollars il y a cinq ans.

Pour l'ensemble de tous les autres pays, le Canada est rapidement passé à une position d'actif net depuis 1997.

Graphique 4

Bilan des investissements internationaux du Canada, selon la zone géographique



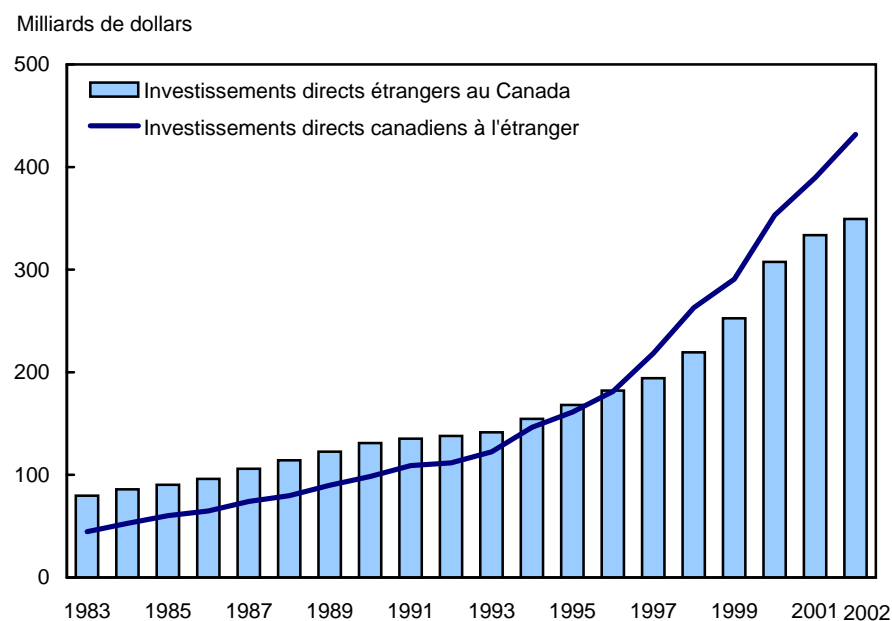
Investissement direct étranger

L'actif des Canadiens à la fin de 2002 sous forme d'investissement direct à l'étranger a augmenté par rapport à l'année précédente deux fois plus rapidement que leur passif. Ainsi, l'investissement direct a représenté 82,4 milliards de dollars contribuant ainsi à la richesse des Canadiens, en hausse par rapport aux 56,1 milliards de dollars enregistrés en 2001.

En effet, l'actif des Canadiens sous forme d'investissement direct à l'étranger a atteint 431,8 milliards de dollars, en hausse de 10,8 % par rapport à 2001. Ce taux de croissance est cependant inférieur à la moyenne de 14,6 % des 10 dernières années.

Graphique 5

Position des investissements directs à l'étranger



De son côté, le passif des Canadiens sous forme d'investissement direct a représenté 349,4 milliards de dollars, en hausse de 4,7 % par rapport au niveau observé à la fin de 2001. Ce taux de croissance est le plus faible enregistré depuis 1993 et plus de deux fois inférieurs au taux de croissance moyen de 9,9 % enregistré depuis dix ans.

Cette croissance plus rapide de la position des investissements directs à l'étranger des Canadiens observée généralement depuis 30 ans est surtout attribuable au dynamisme des entreprises canadiennes dans les marchés à l'étranger et plus récemment, à la dépréciation du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain. Depuis 1997, l'investissement direct net contribue de façon positive à la richesse du Canada, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant.

Moins d'acquisitions d'entreprises à l'étranger

L'essentiel de la hausse de la position des investissements directs à l'étranger s'explique par des sorties de fonds vers des sociétés affiliées aux fins de fonds de roulement. Au cours des deux années précédentes, soit 2000 et 2001, les acquisitions canadiennes d'entreprises à l'étranger ont expliqué en grande partie la croissance du niveau des actifs d'investissement direct à l'étranger des Canadiens. Le contexte économique mondial moins propice aux acquisitions joue certainement un rôle dans ce changement de tendance.

Même si la devise canadienne a pris de la valeur par rapport au dollar américain en 2002, la dépréciation du dollar canadien par rapport à l'euro a joué un rôle important dans l'augmentation du niveau des investissements directs à l'étranger l'an dernier. En effet, la variation de la devise canadienne par rapport aux devises étrangères a ajouté 6,6 milliards de dollars (ou 15,7 % de l'augmentation de la position entre 2001 et 2002) à la position des investissements directs à l'étranger des Canadiens.

À la fin de 2002, les Canadiens détenaient des actifs sous forme d'investissement direct à l'étranger, et ce, surtout dans le secteur de la finance et de l'assurance (41,3 %).

La part des États-Unis dans l'investissement direct à l'étranger diminue

Même si les États-Unis sont demeurés notre principal partenaire pour ce qui est du niveau des investissements directs, leur part a continué de diminuer, et elle a atteint 46,7 % (ou 201,8 milliards de dollars) du total de l'investissement direct canadien à l'étranger à la fin de 2002. Cette proportion, qui est inférieure à celle de 48,5 % obtenue en 2001, montre que l'investissement direct à l'étranger des Canadiens est distribué plus uniformément vers les marchés étrangers. Le niveau des investissements directs des Canadiens dans les pays de l'Union européenne a augmenté de 18,5 milliards de dollars pour se fixer à 99,8 milliards de dollars (ou 23,1 % du total). La proportion de l'investissement direct dans tous les autres pays représentait 30,2 % du total.

L'investissement direct étranger au Canada connaît une faible hausse

La croissance de la position d'investissement direct étranger au Canada provient, en partie, des acquisitions par des intérêts américains de sociétés canadiennes, et ce, principalement dans les secteurs de l'énergie et de l'exploitation minière, en début d'année. Très peu d'acquisitions sont survenues au second semestre de 2002, ce qui a contribué au faible taux de croissance du niveau des investissements directs des étrangers au Canada. Durant cette période, les injections de capitaux par les entreprises mères situées à l'étranger ont été relativement faibles, la vigueur de l'économie canadienne ayant permis aux entreprises de générer suffisamment de sources de fonds au pays.

À la fin de 2002, les positions d'investissement direct des étrangers se retrouvaient principalement dans le secteur de la finance et de l'assurance (19,2 %) et dans le secteur de l'énergie (16,2 %).

Les investisseurs américains détenaient un total de 224,3 milliards de dollars en investissements directs au Canada à la fin de 2002. Ils maintiennent encore leur proportion de l'investissement direct étranger au Canada représentant 64,2 % du total, soit la même proportion que celle observée en 2001. Ces derniers continuent donc de détenir plus d'actifs canadiens que les Canadiens ne détiennent d'actifs aux États-Unis sous forme d'investissement direct. L'Union européenne a vu sa part des investissements directs étrangers passer à 26,9 % du total (ou 94,0 milliards de dollars). L'investissement étranger au Canada effectué par tous les autres pays ne représentait donc que 8,9 % du total à la fin de 2002.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

67-001-XIB et XPB	Balance des paiements internationaux du Canada
67-002-XIF	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières
67-203-XIB	Le commerce international de services du Canada
13-010-XIF	Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens
11-010-XIB	L'observateur économique canadien

Références historiques

67-001-XIB	Balance des paiements internationaux du Canada, 1926 à 1996 et premier trimestre 1997
67-506-XIF et XPF	La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : concepts, sources, méthodes et produits

Liste des documents de recherche publiés

67F0001MIB1997001	Investissements étrangers, autres que de sociétés, dans l'immobilier au Canada
67F0001MIB1997002	Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978 à 1990
67F0001MIB1997003	Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978 à 1986
67F0001MIB1997004	La divergence statistique dans la balance des paiements du Canada, 1962 à 1991
67F0001MIB1997005	La dette publique du Canada détenue par les non-résidents: perspectives historiques, 1926 à 1992
67F0001MIB1997006	La mondialisation et le bilan des investissements internationaux de Canada, 1950 à 1992
67F0001MIB1997007	Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie, 1970 à 1992
67F0001MIB1997008	Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes, 1969 à 1992
67F0001MIB1997009	Les bénéficiaires au titre des investissements directs, au Canada et à l'étranger, 1983 à 1993
67F0001MIB1997010	Le développement de la nomenclature de la balance des paiements
67F0001MIB1997011	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1994 et 1995
67F0001MIB1997012	La mesure des placements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes
67F0001MIB1997013	L'application au Canada des normes internationales régissant les données du commerce international en services - Cinquième édition: le coup d'envoi
67F0001MIB1997014	Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents
67F0001MIB1997015	Services juridiques au niveau international, 1995-1996
67F0001MIB1997016	Services de conseil en gestion au niveau international, 1990 à 1996
67F0001MIB1997017	La mise en place au Canada du BPM-5, 1997
67F0001MIB1999018	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1996 et 1997
67F0001MIB1999019	Enjeux de la provincialisation des investissements directs étrangers

67F0001MIB2001020 L'investissement direct étranger : un élément moteur de la mondialisation de l'économie

67F0001MIB2001021 Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger - Mesure de la mondialisation économique

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

3760037	Bilan des investissements internationaux, annuel
3760038	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, annuel
3760039	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille, annuel
3760040	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille au Canada, par secteur, annuel
3760041	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, annuel
3760042	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien, par secteur, trimestriel
3760051	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays, données annuelles
3760053	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie et pays, données annuelles
3760054	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi, données annuelles
3760055	Bilan des investissements internationaux, données trimestrielles
3760056	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur, données trimestrielles
3760057	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur, données trimestrielles
3760058	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique, données mensuelles

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1501	Transactions, avoirs et engagements - or et argent
1506	Transactions entre le Canada et les autres pays (BP21F)
1507	Transactions entre le Canada et les autres pays (BP-21AF)
1510	Investissements effectués au Canada par des sociétés étrangères (BP-22F)
1511	Investissements effectués au Canada par des sociétés étrangères (BP-22AF)
1516	Mouvements de capitaux entre les sociétés d'assurance constituées au Canada et leurs sociétés affiliées et agences étrangères, leurs comptes en banque et d'autres sociétés ou personnes à l'extérieur du Canada
1517	Mouvements de capitaux entre les succursales canadiennes de sociétés d'assurances et étrangères enregistrées au Canada et le siège social ou les autres sièges, sociétés ou personnes en dehors du Canada
1518	Déclaration des sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires du Canada sur les transactions avec des non-résidents
1519	Opérations avec des non-résidents sur des valeurs mobilières
1520	Opérations à terme avec des non-résidents
1522	Répartition géographique du capital
1523	Structure des sociétés canadiennes dans l'entreprise déclarante
1525	Détails de certaines émissions de dette obligataire et de certains prêts consentis par les banques étrangères
1526	Répartition géographique de certaine dette à long terme au Canada des banques canadiennes et des filiales canadiennes consolidées
1529	Capitaux investis à l'étranger par les entreprises canadiennes
1530	Capitaux investis dans les sociétés étrangères au deuxième degré par les entreprises canadiennes
1531	Investissements canadiens dans des sociétés non canadiennes
1532	Investissement au Canada des sociétés étrangères en nom collectif
1538	Investissement de portefeuille des Canadiens à l'étranger

Tableaux statistiques

Tableau 2

Investissements directs canadiens à l'étranger, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne	Japon	Autres pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
VectorID	v235428	v235450	v235494	v235516	v235538	v235560	v235472	v235396
	millions de dollars							
1990	60 049	13 527	7 098	917	3 996	12 815	24 826	98 402
1991	63 379	15 262	8 505	2 182	3 548	16 192	30 427	109 068
1992	64 502	12 271	9 071	2 521	3 957	19 370	34 919	111 691
1993	67 677	12 907	11 478	2 845	4 355	23 165	41 843	122 427
1994	77 987	15 038	15 620	3 485	6 635	27 551	53 291	146 315
1995	84 562	16 412	18 106	2 739	7 166	32 251	60 263	161 237
1996	93 939	17 825	19 192	2 676	8 392	39 215	69 474	181 238
1997	110 707	22 722	22 416	2 985	9 284	50 493	85 178	218 607
1998	133 267	24 956	29 149	3 268	11 579	60 691	104 686	262 909
1999	151 775	25 686	28 384	3 853	12 381	68 651	113 270	290 730
2000	177 839	35 164	39 162	5 664	17 407	77 914	140 147	353 150
2001	188 791	39 742	41 607	7 033	25 904	86 582	161 127	389 660
2002 ^P	201 792	45 241	54 612	9 203	33 815	87 156	184 786	431 819

Voir notes techniques.

Tableau 3

Investissements directs canadiens à l'étranger, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie des services et commerce de détail	Toutes les autres industries	Toutes les industries
	millions de dollars						
1990	3 498	20 876	3 238	28 575	8 273	33 941	98 402
1991	3 473	22 051	2 794	32 443	10 043	38 264	109 068
1992	3 576	24 198	3 188	32 140	10 263	38 326	111 691
1993	3 727	27 008	4 030	37 353	10 423	39 887	122 427
1994	4 358	32 189	4 681	44 725	12 066	48 297	146 315
1995	5 340	37 219	5 207	48 932	17 892	46 646	161 237
1996	4 710	44 703	5 867	58 098	19 724	48 138	181 238
1997	6 154	53 079	7 715	73 714	21 760	56 184	218 607
1998	7 053	58 700	11 752	85 562	31 643	68 199	262 909
1999	7 636	60 444	10 036	104 111	30 130	78 373	290 730
2000	7 321	67 747	20 949	118 891	45 839	92 404	353 150
2001	8 794	74 506	25 696	146 509	53 350	80 806	389 660
2002 ^P	9 606	82 207	27 205	178 320	53 877	80 604	431 819

Voir notes techniques.

Tableau 4-1

Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Trimestriel

Trimestre	Investissements directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfiques réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfiques, recettes
VectorID (Annuel)	v235396	v112549	v112550	v112555
VectorID (Trimestriel)	v20862962	v112605	v112606	v112611
		millions de dollars		
1990				
I	92 824	810	220	1 030
II	94 201	829	284	1 113
III	96 875	494	302	796
IV	98 402	1 077	84	1 161
1991				
I	97 168	883	-154	729
II	97 797	932	-275	657
III	101 970	721	-143	578
IV	109 068	1 198	-229	969
1992				
I	108 954	961	75	1 036
II	112 233	810	222	1 032
III	115 168	863	-94	770
IV	111 691	748	71	819
1993				
I	113 099	1 403	-117	1 287
II	115 770	1 253	-30	1 223
III	122 465	877	-343	534
IV	122 427	1 165	-217	948
1994				
I	132 266	847	1 053	1 899
II	136 277	1 275	902	2 177
III	136 662	972	1 262	2 235
IV	146 315	1 414	1 095	2 510
1995				
I	153 634	1 092	1 033	2 125
II	154 165	1 302	921	2 223
III	152 202	1 269	1 155	2 425
IV	161 237	1 210	1 575	2 785
1996				
I	163 720	1 285	1 022	2 308
II	167 122	1 476	1 181	2 656
III	172 324	1 347	1 099	2 446
IV	181 238	1 710	1 368	3 079
1997				
I	189 170	1 608	1 587	3 195
II	195 973	2 689	1 599	4 289
III	202 558	1 806	1 360	3 166
IV	218 607	2 509	1 651	4 160
1998				
I	220 273	2 364	1 154	3 518
II	235 469	1 897	1 344	3 241
III	257 241	1 306	1 114	2 421
IV	262 909	2 085	1 472	3 557
1999				
I	264 868	1 430	1 741	3 171
II	266 940	1 774	1 415	3 189
III	284 510	1 414	2 203	3 617
IV	290 730	1 593	2 404	3 998
2000				
I	300 859	1 584	2 173	3 757
II	327 962	1 895	2 055	3 949
III	333 381	1 531	2 380	3 911
IV	353 150	1 834	1 824	3 658
2001				
I	367 857	958	1 522	2 480
II	362 574	1 326	1 927	3 253
III	391 354	1 054	-256	797
IV	389 660	1 218	-793	426
2002 ^P				
I	385 787	1 249	1 401	2 650
II	383 372	1 695	1 764	3 458
III	410 931	1 638	2 005	3 643
IV	431 819	2 394	2 654	5 047
2003 ^P				
I	406 856	1 848	2 560	4 407

Voir notes techniques.

Tableau 4-2

Bénéfices d'investissements directs à l'étranger - Annuel

Année	Investissements directs canadiens à l'étranger	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
VectorID (Annuel)	v235396	v112549	v112550	v112555
VectorID (Trimestriel)	v20862962	v112605	v112606	v112611
		millions de dollars		
1990	98 402	3 210	890	4 100
1991	109 068	3 734	-802	2 933
1992	111 691	3 383	274	3 657
1993	122 427	4 697	-705	3 992
1994	146 315	4 508	4 313	8 821
1995	161 237	4 873	4 684	9 558
1996	181 238	5 818	4 671	10 489
1997	218 607	8 613	6 196	14 809
1998	262 909	7 653	5 084	12 737
1999	290 730	6 212	7 763	13 975
2000	353 150	6 844	8 431	15 275
2001	389 660	4 556	2 400	6 956
2002 ^P	431 819	6 975	7 824	14 799

Voir notes techniques.

Tableau 5

Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne	Japon	Autres pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
VectorID	v235430	v235452	v235496	v235518	v235540	v235562	v235474	v235398
			millions de dollars					
1990	7 411	841	197	155	96	1 477	1 925	10 177
1991	7 910	1 179	369	107	174	1 531	2 181	11 270
1992	10 002	833	280	402	126	1 291	2 099	12 934
1993	12 661	1 906	1 001	462	101	1 370	2 934	17 501
1994	11 857	2 917	1 247	615	132	1 549	3 543	18 317
1995	11 207	3 526	1 170	1 064	172	1 683	4 089	18 822
1996	12 534	3 312	1 137	2 368	124	1 788	5 417	21 263
1997	16 790	910	2 248	430	1 702	4 506	8 886	26 586
1998	20 964	1 204	3 484	467	2 493	4 642	11 086	33 254
1999	17 702	1 461	3 222	642	1 852	5 855	11 571	30 734
2000	20 721	1 303	5 058	335	1 752	5 675	12 820	34 844
2001	22 067	1 901	4 583	711	2 127	5 680	13 100	37 068
2002 ^P	24 265	1 914	4 976	383	2 296	6 124	13 779	39 957

Voir notes techniques.

Tableau 6

Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne	Japon	Autres pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
VectorID	v235431	v235453	v235497	v235519	v235541	v235563	v235475	v235399
millions de dollars								
1990	24 071	2 378	1 289	730	575	974	3 568	30 017
1991	31 882	2 911	1 443	1 154	624	1 300	4 521	39 314
1992	36 188	3 262	1 536	1 350	696	1 716	5 298	44 748
1993	40 654	3 919	1 958	2 134	826	3 445	8 363	52 936
1994	46 946	5 165	2 919	3 571	1 208	5 483	13 181	65 291
1995	49 053	5 752	4 015	4 617	1 986	6 523	17 140	71 946
1996	56 335	8 385	5 446	5 309	2 412	9 123	22 290	87 010
1997	54 523	12 680	15 550	6 266	6 454	8 307	36 577	103 780
1998	65 102	14 641	21 255	8 166	6 939	8 048	44 408	124 151
1999	71 355	16 691	26 738	16 104	7 860	10 291	60 994	149 040
2000	95 085	19 209	31 205	13 129	9 004	9 826	63 163	177 458
2001	112 321	22 061	32 881	14 008	10 895	11 296	69 080	203 462
2002 ^P	123 829	24 663	35 304	13 604	13 193	8 585	70 686	219 179

Voir notes techniques.

Tableau 7

Réserves officielles internationales du Canada

Année	Dollars des États-Unis	Autres devises	Or	Droits de tirages spéciaux	Position de réserve au Fond monétaire international	Réserves officielles internationales
	v235401	v235402	v235403	v235404	v235405	v235400
VectorID	millions de dollars					
1990	13 311	5 017	853	1 770	600	21 551
1991	10 908	5 360	750	1 827	684	19 530
1992	9 994	1 929	608	1 320	1 284	15 135
1993	13 151	684	385	1 406	1 255	16 882
1994	13 588	736	278	1 609	1 276	17 488
1995	16 544	682	242	1 606	1 695	20 769
1996	24 016	693	213	1 601	1 681	28 204
1997	20 930	703	209	1 610	2 253	25 705
1998	24 427	6 102	188	1 681	3 522	35 921
1999	27 829	8 183	125	759	4 567	41 463
2000	32 385	10 713	81	861	3 761	47 801
2001	31 181	16 541	74	978	4 554	53 327
2002	27 859	21 574	45	1 124	5 628	56 230

Voir notes techniques.

Tableau 8

Autres actifs

Année	Créances à court terme auprès des non-résidents	Actifs autre que les créances à court terme	Autres actifs
VectorID	v235409	v235410	v235408
	millions de dollars		
1990	5 080	25 586	30 666
1991	5 168	29 488	34 656
1992	5 263	35 231	40 494
1993	5 326	44 035	49 361
1994	6 237	51 242	57 479
1995	6 587	51 909	58 496
1996	6 556	48 090	54 646
1997	7 235	55 155	62 391
1998	7 707	54 299	62 006
1999	7 911	50 723	58 634
2000	10 839	52 221	63 060
2001	11 884	58 516	70 400
2002 ^P	11 438	63 212	74 651

Voir notes techniques.

Tableau 9

Investissements directs étrangers au Canada, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne	Japon	Autres pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
VectorID	v235437	v235459	v235503	v235525	v235547	v235569	v235481	v235412
	millions de dollars							
1990	84 089	17 185	14 339	5 222	5 871	4 227	29 658	130 932
1991	86 396	16 224	14 908	5 596	6 803	5 308	32 615	135 234
1992	88 161	16 799	15 056	5 962	6 913	5 027	32 958	137 918
1993	90 600	15 872	15 732	6 249	7 312	5 727	35 021	141 493
1994	102 629	14 693	16 824	6 587	7 989	5 873	37 273	154 594
1995	112 948	14 097	21 778	6 987	5 827	6 529	41 122	168 167
1996	121 943	14 292	24 406	7 873	6 748	6 865	45 892	182 126
1997	128 978	15 748	25 508	7 990	8 860	7 193	49 551	194 277
1998	146 893	17 042	31 126	8 393	8 958	6 978	55 454	219 389
1999	176 045	15 279	36 341	8 270	10 115	6 514	61 239	252 563
2000	191 870	23 184	63 240	8 126	13 050	8 121	92 537	307 591
2001	214 227	25 204	65 954	7 909	10 799	9 543	94 204	333 635
2002 ^P	224 330	26 273	67 700	8 600	10 833	11 652	98 785	349 388

Voir notes techniques.

Tableau 10

Investissements directs étrangers au Canada, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie des services et commerce de détail	Toutes les autres industries	Toutes les industries
VectorID	v235600	v235601	v235602	v235597	v235598	v235599	v235596
	millions de dollars						
1990	7 599	31 581	18 431	24 766	9 780	38 776	130 932
1991	7 902	31 706	18 212	25 939	10 363	41 112	135 234
1992	8 895	30 062	18 496	26 873	10 807	42 785	137 918
1993	9 109	30 846	20 641	26 685	11 010	43 203	141 493
1994	9 598	29 959	24 638	28 119	14 417	47 864	154 594
1995	10 010	29 061	25 305	29 086	16 885	57 820	168 167
1996	10 206	31 799	25 366	33 506	18 852	62 399	182 126
1997	12 595	33 923	28 043	35 781	19 460	64 476	194 277
1998	13 487	38 651	30 029	40 787	21 642	74 793	219 389
1999	15 345	42 884	30 563	52 755	23 462	87 555	252 563
2000	16 488	54 353	43 785	52 803	25 269	114 893	307 591
2001	14 750	70 324	45 674	66 174	26 692	110 020	333 635
2002 ^P	14 773	79 659	49 109	67 182	29 117	109 549	349 388

Voir notes techniques.

Tableau 11-1

Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Trimestriel

Trimestre	Investissements directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
VectorID (Annuel)	v235412	v112570	v112571	v112586
VectorID (Trimestriel)	v20862995	v112626	v112627	v112642
		millions de dollars		
1990				
I	122 928	982	831	1 813
II	124 575	2 080	-501	1 579
III	128 664	1 047	395	1 442
IV	130 932	1 939	-1 184	755
1991				
I	128 774	993	-660	334
II	130 311	934	-577	357
III	134 929	644	68	712
IV	135 234	1 416	-2 072	-656
1992				
I	133 333	864	-502	362
II	133 505	946	-230	717
III	136 078	630	-478	152
IV	137 918	1 854	-2 302	-448
1993				
I	139 111	739	458	1 198
II	139 728	822	972	1 794
III	140 186	786	223	1 009
IV	141 493	1 267	-186	1 081
1994				
I	143 029	878	-33	845
II	145 595	1 466	758	2 224
III	148 880	710	1 431	2 141
IV	154 594	1 420	535	1 955
1995				
I	154 783	1 113	1 521	2 634
II	157 821	1 114	2 807	3 921
III	161 457	911	2 309	3 219
IV	168 167	1 429	1 294	2 723
1996				
I	173 429	1 573	993	2 566
II	176 962	1 491	1 960	3 452
III	179 711	1 428	2 139	3 567
IV	182 126	1 614	1 025	2 639
1997				
I	181 851	2 369	1 724	4 093
II	186 155	2 306	1 990	4 296
III	191 895	2 315	2 976	5 291
IV	194 277	2 411	1 230	3 641
1998				
I	194 615	2 332	1 706	4 038
II	202 188	2 227	1 502	3 729
III	211 075	2 445	1 072	3 517
IV	219 389	2 486	905	3 391
1999				
I	225 061	2 080	2 500	4 580
II	233 678	2 081	3 198	5 278
III	246 857	2 113	3 232	5 345
IV	252 563	4 987	-204	4 783
2000				
I	263 809	2 295	2 359	4 654
II	284 324	2 172	3 619	5 791
III	293 397	2 224	3 726	5 950
IV	307 591	2 137	3 767	5 904
2001				
I	315 247	1 999	4 138	6 138
II	324 776	2 101	3 676	5 777
III	328 723	2 036	2 276	4 312
IV	333 635	2 563	786	3 349
2002 P				
I	341 595	2 577	2 161	4 738
II	347 453	2 116	1 621	3 736
III	348 599	2 566	2 721	5 287
IV	349 388	3 329	2 244	5 573
2003 P				
I	352 477	2 203	2 642	4 845

Voir notes techniques.

Tableau 11-2

Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada - Annuel

Année	Investissements directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
VectorID (Annuel)	v235412	v112570	v112571	v112586
VectorID (Trimestriel)	v20862995	v112626	v112627	v112642
		millions de dollars		
1990	130 932	6 049	-459	5 590
1991	135 234	3 987	-3 241	746
1992	137 918	4 295	-3 512	782
1993	141 493	3 614	1 467	5 081
1994	154 594	4 473	2 692	7 165
1995	168 167	4 567	7 930	12 497
1996	182 126	6 106	6 118	12 224
1997	194 277	9 402	7 920	17 322
1998	219 389	9 490	5 185	14 674
1999	252 563	11 260	8 726	19 986
2000	307 591	8 828	13 470	22 299
2001	333 635	8 699	10 877	19 576
2002 ^P	349 388	10 587	8 747	19 334

Voir notes techniques.

Tableau 12

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne	Japon	Autres pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
VectorID (Annuel)	v235438	v235460	v235504	v235526	v235548	v235570	v235413	
VectorID (Trimestriel)	v236556	v236557	v236558	v236559	v236560	v236561	v236555	
millions de dollars								
1990								
I	50 078	10 446	27 759	43 291	30 603	10 833	112 486	173 009
II	52 797	11 483	27 962	42 962	31 081	9 941	111 946	176 225
III	53 778	13 103	28 174	44 693	32 679	10 296	115 842	182 723
IV	58 452	14 558	28 234	44 063	32 286	10 542	115 125	188 136
1991								
I	62 527	16 589	28 876	42 216	31 554	11 812	114 458	193 574
II	65 156	16 780	29 483	41 350	31 563	12 715	115 111	197 046
III	66 495	18 413	31 055	42 788	32 356	13 522	119 721	204 630
IV	68 088	21 502	33 165	45 047	33 290	14 462	125 964	215 555
1992								
I	73 987	18 692	33 576	45 928	32 360	14 559	126 423	219 102
II	79 329	19 848	34 833	48 371	33 151	15 284	131 639	230 816
III	84 770	19 796	36 649	51 073	34 300	16 923	138 945	243 511
IV	89 664	19 247	35 444	50 269	32 797	16 755	135 265	244 176
1993								
I	98 314	24 012	41 296	52 612	33 049	18 342	145 299	267 625
II	101 795	25 244	41 232	52 164	32 815	19 286	145 497	272 536
III	115 590	27 193	43 275	49 488	34 465	19 958	147 186	289 967
IV	115 724	26 371	41 370	47 906	33 523	18 810	141 609	283 705
1994								
I	128 486	28 990	45 684	45 487	36 527	21 476	149 174	306 650
II	133 541	26 697	47 584	43 344	36 635	23 709	151 272	311 509
III	131 434	28 887	48 347	45 251	36 296	26 676	156 570	316 890
IV	132 430	27 449	49 104	45 455	37 192	25 241	156 992	316 871
1995								
I	135 199	26 517	50 855	47 799	38 308	26 972	163 934	325 649
II	138 805	30 548	50 254	46 234	37 733	27 639	161 860	331 213
III	142 780	31 459	49 897	45 079	37 126	28 011	160 113	334 352
IV	147 067	33 079	49 704	44 372	37 959	28 615	160 650	340 794
1996								
I	150 370	30 823	49 694	42 334	37 119	28 810	157 957	339 150
II	155 582	32 835	48 206	43 079	35 536	29 929	156 750	345 167
III	158 069	30 513	48 981	44 231	34 846	28 576	156 634	345 215
IV	165 584	34 376	48 660	46 071	33 049	27 935	155 715	355 675
1997								
I	166 691	34 605	48 497	45 117	32 725	28 481	154 820	356 115
II	167 617	36 967	47 739	46 758	33 087	28 880	156 464	361 048
III	175 359	35 429	47 749	47 490	31 883	28 281	155 403	366 190
IV	179 874	34 888	48 051	45 366	30 564	29 156	153 137	367 899
1998								
I	180 747	32 758	50 210	43 651	31 155	31 412	156 428	369 934
II	186 785	34 302	51 738	42 909	32 385	32 713	159 745	380 833
III	190 558	35 738	57 735	42 696	34 050	33 656	168 137	394 433
IV	195 133	37 705	59 655	45 021	34 194	34 063	172 933	405 772
1999								
I	195 738	37 055	56 962	42 616	31 883	32 759	164 220	397 012
II	195 064	36 214	55 753	41 307	31 453	32 339	160 852	392 132
III	194 819	37 285	56 513	42 205	32 218	31 491	162 427	394 531
IV	194 794	37 024	54 559	41 313	31 141	30 561	157 574	389 392
2000								
I	192 364	35 669	51 493	40 355	30 399	29 428	151 675	379 707
II	192 218	40 517	48 738	40 054	29 305	28 171	146 268	379 003
III	195 733	38 453	48 821	38 369	27 863	27 225	142 278	376 464
IV	195 126	38 424	48 569	35 907	26 794	27 026	138 296	371 846
2001								
I	214 853	41 595	47 285	35 141	25 477	24 941	132 844	389 292
II	216 127	39 706	46 905	34 464	23 746	23 455	128 570	384 404
III	223 890	41 641	51 043	36 627	24 472	23 155	135 297	400 827
IV	244 466	44 082	51 872	34 163	23 823	22 946	132 804	421 351
2002 P								
I	252 376	44 816	51 299	33 040	23 341	23 019	130 699	427 891
II	245 884	47 226	52 140	30 714	22 308	21 845	127 007	420 117
III	259 752	49 632	53 955	30 777	22 699	22 461	129 892	439 275
IV	260 759	51 052	54 090	31 946	23 118	22 710	131 864	443 676
2003 P								
I	250 728	57 183	51 458	29 015	21 427	22 285	124 185	432 095

Voir notes techniques.

Tableau 13

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, facteurs expliquant la variation nette de la valeur comptable

Année	Flux nets de capitaux	Autres facteurs					Tous les autres facteurs	Autres facteurs	Variation nette de la valeur comptable des obligations canadiennes	Total des obligations canadiennes, valeur comptable	Variation nette de la valeur au marché des obligations canadiennes	Valeur au marché des obligations canadiennes
		Évaluation due au taux de change										
		Dollars des États-Unis	Yen japonais	Autres devises	Évaluation due au taux de change							
VectorID	v236429	v236432	v236433	v236434	v236431	v236435	v236430	v236428	v236509		v236530	
	millions de dollars											
1990	14 678	54	505	3 541	4 100	-585	3 515	18 192	188 135	19 096	185 247	
1991	28 063	190	77	454	721	-1 365	-644	27 419	215 555	35 202	220 449	
1992	18 766	8 143	1 024	-168	9 000	856	9 856	28 622	244 176	28 366	248 815	
1993	31 446	4 669	1 929	167	6 765	1 317	8 082	39 528	284 140	55 005	303 820	
1994	15 995	7 430	2 479	4 524	14 434	2 303	16 736	32 731	316 871	13 525	317 345	
1995	30 730	-3 769	-1 789	1 467	-4 091	-1 811	-5 902	24 827	341 698	42 816	360 161	
1996	17 953	783	-2 708	-1 565	-3 490	1 691	-1 799	16 154	357 852	14 377	374 538	
1997	6 166	7 297	-1 957	-2 358	2 982	899	3 881	10 047	367 898	28 134	402 672	
1998	10 337	12 988	5 282	5 174	23 444	4 092	27 536	37 873	405 772	45 087	447 759	
1999	2 602	-11 737	971	-7 751	-18 517	-464	-18 981	-16 380	389 392	-41 583	406 176	
2000	-21 710	7 432	-1 663	-946	4 823	-660	4 163	-17 547	371 845	-19 022	387 154	
2001	37 351	12 918	-1 357	672	12 233	-78	12 155	49 506	421 351	56 408	443 562	
2002 ^p	18 712	-2 390	1 606	6 320	5 536	-1 923	3 613	22 325	443 676	36 246	479 808	

Voir notes techniques.

Tableau 14-1

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Gouvernements

Année	Administration publique fédérale		Administrations publiques provinciales		Administrations publiques municipales		Total des administrations publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
VectorID (Annuel)	v236511	v236522	v236514	v236523	v235614	v236524	v236438	v236521
VectorID (Trimestriel)	v20863099	v20863100	v20863101	v20863102	v20863103	v20863104	v20863097	v20863098
	millions de dollars							
1990								
I	49 933	49 386	37 016	36 760	4 458	4 354	91 407	90 500
II	50 270	49 701	38 015	37 598	4 438	4 331	92 723	91 630
III	54 024	53 145	39 279	38 856	4 509	4 398	97 812	96 399
IV	56 454	55 774	40 980	40 456	4 297	4 187	101 731	100 417
1991								
I	57 635	57 182	43 707	45 935	4 113	4 254	105 455	107 370
II	56 960	56 622	46 683	49 080	4 206	4 365	107 849	110 067
III	60 496	59 967	50 130	52 592	4 244	4 391	114 870	116 950
IV	64 159	63 691	53 712	56 140	4 362	4 500	122 234	124 330
1992								
I	63 571	63 031	55 967	58 024	4 308	4 493	123 846	125 548
II	65 022	64 763	62 019	64 064	4 412	4 601	131 452	133 428
III	67 835	66 702	67 072	69 054	4 769	4 945	139 675	140 702
IV	68 659	68 109	69 573	71 627	4 719	4 873	142 951	144 608
1993								
I	80 939	79 717	77 949	87 145	4 781	5 309	163 669	172 171
II	80 074	79 320	81 103	90 136	4 871	5 395	166 048	174 851
III	81 410	80 496	90 700	99 806	5 265	5 779	177 374	186 082
IV	77 491	77 282	89 972	98 819	5 139	5 618	172 602	181 719
1994								
I	79 321	77 912	99 346	98 651	5 613	5 607	184 281	182 170
II	80 498	79 954	102 827	102 597	5 871	5 845	189 195	188 396
III	82 820	82 146	106 692	106 534	5 933	5 894	195 445	194 573
IV	75 698	75 328	109 748	109 903	6 030	6 002	191 476	191 233
1995								
I	73 677	73 159	117 841	126 121	6 645	7 144	198 163	206 424
II	81 542	81 295	115 707	123 779	6 324	6 802	203 573	211 877
III	86 841	86 126	113 724	121 242	6 080	6 514	206 645	213 881
IV	87 588	86 746	115 119	122 585	6 291	4 775	208 998	214 106
1996								
I	84 195	83 080	117 704	124 525	6 315	6 941	208 214	214 545
II	89 906	89 247	115 129	121 645	6 195	6 776	211 229	217 668
III	89 891	89 200	115 032	121 499	6 160	6 752	211 083	217 451
IV	95 885	95 552	116 781	122 264	6 238	6 820	218 904	224 636
1997								
I	91 754	98 799	116 396	126 472	6 120	6 722	214 270	231 993
II	93 844	98 937	115 992	126 114	5 912	6 484	215 749	231 535
III	97 122	105 314	116 878	126 852	5 856	6 397	219 856	238 563
IV	92 761	100 294	114 266	125 376	5 962	6 477	212 989	232 146
1998								
I	94 271	102 383	112 340	124 219	5 854	6 414	212 465	233 016
II	90 595	97 736	113 656	135 174	5 725	6 251	209 977	239 161
III	86 479	92 675	120 013	132 852	5 912	6 409	212 405	231 936
IV	89 126	96 322	125 074	137 835	6 112	6 620	220 312	240 777
1999								
I	86 586	94 122	119 346	126 806	5 687	5 985	211 620	226 913
II	86 678	91 447	113 805	119 259	5 511	5 786	205 993	216 493
III	87 275	93 029	114 726	119 810	5 453	5 719	207 454	218 558
IV	91 131	100 181	112 496	116 901	5 434	5 663	209 062	222 744
2000								
I	85 679	89 748	108 473	114 329	5 185	5 424	199 338	209 501
II	85 844	90 684	108 003	113 241	5 160	5 389	199 007	209 313
III	82 015	86 990	106 495	112 550	5 173	5 429	193 683	204 970
IV	81 198	84 645	105 003	111 264	4 995	5 221	191 197	201 130
2001								
I	83 909	88 762	106 229	115 193	4 772	5 032	194 909	208 987
II	79 434	82 860	103 218	110 399	4 419	4 651	187 070	197 910
III	77 229	82 310	108 323	116 428	4 368	4 598	189 920	203 335
IV	74 717	79 974	108 371	116 483	4 606	4 797	187 695	201 253
2002 ^P								
I	74 036	78 036	107 047	117 439	4 447	4 666	185 530	200 142
II	72 493	76 238	104 422	114 333	4 200	4 394	181 115	194 965
III	75 056	81 287	107 849	120 306	4 199	4 368	187 104	205 961
IV	79 336	85 843	112 018	124 756	3 731	3 880	195 085	214 480
2003 ^P								
I	82 386	88 448	105 553	111 466	3 654	3 731	191 593	203 645

Voir notes techniques.

Tableau 14-2

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Entreprises publiques

Année	Entreprises publiques fédérales		Entreprises publiques provinciales		Entreprises publiques municipales		Total des entreprises publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
VectorID (Annuel)	v236512	v236526	v236515	v236527	v235615	v236528	v236439	v236525
VectorID (Trimestriel)	v20863107	v20863108	v20863109	v20863110	v20863111	v20863112	v20863105	v20863106
	millions de dollars							
1990								
I	10 073	10 131	25 260	25 739	282	278	35 614	36 148
II	9 726	9 788	26 732	27 016	271	267	36 729	37 071
III	9 391	9 450	26 546	26 735	276	273	36 213	36 458
IV	9 753	9 802	26 997	27 032	350	344	37 100	37 179
1991								
I	8 731	9 267	30 043	32 121	321	334	39 095	41 721
II	8 342	8 843	30 890	32 959	318	329	39 550	42 131
III	8 617	9 102	30 778	32 744	330	339	39 725	42 185
IV	9 508	10 029	32 308	34 179	332	343	42 148	44 551
1992								
I	9 622	10 183	34 195	36 097	275	286	44 092	46 566
II	9 839	10 355	36 002	37 768	306	316	46 147	48 439
III	10 373	10 866	35 871	37 398	322	331	46 567	48 594
IV	9 695	10 128	33 603	35 417	280	288	43 578	45 833
1993								
I	9 879	10 715	36 085	41 876	323	349	46 287	52 940
II	11 052	11 896	35 391	41 167	303	326	46 745	53 389
III	11 541	12 288	36 547	42 343	312	332	48 400	54 963
IV	11 320	12 016	35 730	41 384	257	278	47 307	53 678
1994								
I	12 126	11 812	38 620	39 574	0	0	50 745	51 386
II	12 669	12 427	39 102	39 854	0	0	51 772	52 281
III	12 507	12 294	39 533	40 542	0	0	52 039	52 836
IV	12 995	12 791	41 396	42 097	0	0	54 391	54 887
1995								
I	12 567	13 003	42 148	47 883	0	0	54 715	60 886
II	12 350	12 616	40 675	44 607	0	0	53 025	57 223
III	12 054	12 481	39 556	44 052	0	0	51 610	56 532
IV	11 092	11 403	39 763	43 367	0	0	50 854	54 770
1996								
I	10 464	10 589	37 865	41 625	0	0	48 330	52 214
II	10 911	11 042	37 693	42 062	0	0	48 604	53 104
III	11 410	11 596	37 097	41 632	0	0	48 507	53 228
IV	11 249	11 453	37 745	42 815	0	0	48 994	54 268
1997								
I	11 230	11 672	37 724	44 453	0	0	48 955	56 124
II	12 535	12 825	37 217	43 522	0	0	49 752	56 347
III	12 246	12 796	36 576	42 345	0	0	48 822	55 141
IV	11 933	12 490	35 527	41 162	0	0	47 459	53 652
1998								
I	12 087	12 386	35 686	41 895	0	0	47 773	54 281
II	13 271	13 715	37 093	43 618	0	0	50 364	57 332
III	13 535	14 044	37 914	44 270	0	0	51 449	58 314
IV	13 498	13 955	37 597	44 022	0	0	51 094	57 977
1999								
I	13 380	13 482	34 757	38 828	0	0	48 137	52 311
II	15 526	15 564	32 787	35 859	0	0	48 313	51 424
III	14 645	14 908	32 867	35 822	0	0	47 513	50 730
IV	15 017	14 991	30 973	33 607	0	0	45 990	48 599
2000								
I	14 890	15 249	30 568	33 974	0	0	45 458	49 222
II	14 394	14 743	30 242	33 685	0	0	44 636	48 428
III	14 053	14 432	29 986	34 002	0	0	44 039	48 434
IV	14 059	14 298	29 906	33 364	0	0	43 965	47 661
2001								
I	14 772	15 408	29 341	33 866	0	0	44 113	49 274
II	14 965	15 521	28 185	32 130	0	0	43 149	47 651
III	16 052	16 660	28 540	32 728	0	0	44 592	49 388
IV	16 453	16 991	27 583	31 756	0	0	44 036	48 747
2002 P								
I	20 419	21 255	26 526	31 847	0	0	46 945	53 103
II	22 109	22 944	24 017	29 486	0	0	46 126	52 430
III	26 272	27 478	24 626	30 951	0	0	50 898	58 429
IV	28 315	29 388	24 628	30 563	0	0	52 943	59 951
2003 P								
I	30 453	31 234	22 110	24 667	0	0	52 563	55 901

Voir notes techniques.

Tableau 14-3

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché - Autres secteurs

Année	Total des administrations et des entreprises publiques		Sociétés privées		Total des secteurs	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
VectorID (Annuel)	v236437	v236520	v236517	v236529	v236436	v236530
VectorID (Trimestriel)	v20863095	v20863096	v20863113	v20863114	v20863093	v20863094
	millions de dollars					
1990						
I	127 021	126 648	45 988	44 594	173 009	171 242
II	129 452	128 701	46 772	45 364	176 225	174 065
III	134 025	132 857	48 698	47 165	182 723	180 022
IV	138 831	137 596	49 305	47 651	188 135	185 247
1991						
I	144 550	149 091	49 024	50 132	193 574	199 223
II	147 399	152 198	49 648	50 722	197 046	202 920
III	154 596	159 135	50 034	50 816	204 629	209 951
IV	164 382	168 881	51 173	51 568	215 555	220 449
1992						
I	167 938	172 114	51 164	52 299	219 102	224 413
II	177 599	181 867	53 217	54 249	230 816	236 117
III	186 242	189 296	57 269	57 950	243 511	247 246
IV	186 529	190 441	57 647	58 374	244 176	248 815
1993						
I	209 955	225 111	57 925	62 156	267 880	287 268
II	212 794	228 239	60 008	64 364	272 802	292 603
III	225 774	241 045	64 488	68 645	290 262	309 690
IV	219 909	235 397	64 231	68 423	284 140	303 820
1994						
I	235 026	233 556	71 624	70 332	306 650	303 889
II	240 967	240 677	70 542	70 086	311 509	310 763
III	247 484	247 409	69 406	68 963	316 890	316 372
IV	245 867	246 121	71 004	71 225	316 871	317 345
1995						
I	252 878	267 309	73 951	82 009	326 829	349 319
II	256 598	269 100	75 640	83 815	332 238	352 915
III	258 255	270 414	77 272	85 564	335 526	355 978
IV	259 853	268 876	81 845	91 285	341 698	360 161
1996						
I	256 543	266 759	83 467	89 620	340 011	356 380
II	259 833	270 771	86 830	92 961	346 663	363 732
III	259 590	270 679	87 686	93 726	347 276	364 405
IV	267 897	278 904	89 954	95 634	357 852	374 538
1997						
I	263 225	288 117	92 891	101 929	356 115	390 046
II	265 501	287 881	95 546	104 982	361 048	392 863
III	268 679	293 704	97 511	106 884	366 190	400 588
IV	260 448	285 798	107 450	116 873	367 898	402 672
1998						
I	260 239	287 297	109 695	122 403	369 934	409 700
II	260 341	296 493	120 492	133 817	380 833	430 311
III	263 854	290 250	130 579	144 108	394 433	434 357
IV	271 406	298 754	134 366	149 005	405 772	447 759
1999						
I	259 756	279 224	137 256	138 046	397 012	417 270
II	254 307	267 916	137 825	138 137	392 132	406 053
III	254 966	269 288	139 564	139 885	394 530	409 173
IV	255 051	271 343	134 341	134 833	389 392	406 176
2000						
I	244 796	258 724	134 911	138 437	379 707	397 160
II	243 642	257 741	135 361	139 781	379 003	397 522
III	237 722	253 404	138 742	142 054	376 464	395 458
IV	235 162	248 792	136 684	138 362	371 845	387 154
2001						
I	239 022	258 261	150 270	155 352	389 292	413 613
II	230 220	245 561	154 184	159 855	384 404	405 416
III	234 512	252 723	166 314	171 166	400 827	423 889
IV	231 731	250 000	189 621	193 563	421 351	443 562
2002 P						
I	232 475	253 244	195 416	206 669	427 891	459 913
II	227 241	247 395	192 876	204 076	420 117	451 470
III	238 002	264 390	201 274	212 334	439 275	476 725
IV	248 027	274 431	195 649	205 377	443 676	479 808
2003 P						
I	244 156	259 546	187 939	187 485	432 095	447 032

Voir notes techniques.

Tableau 15

Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne	Japon	Autres pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
VectorID	v235439	v235461	v235505	v235527	v235549	v235571	v235483	v235414
millions de dollars								
1990	18 493	759	402	88	330	588	1 408	20 660
1991	15 958	683	358	46	355	245	1 004	17 644
1992	16 316	497	394	41	324	329	1 088	17 901
1993	21 825	357	395	38	302	497	1 233	23 415
1994	28 589	609	533	117	285	730	1 665	30 863
1995	34 813	597	521	108	275	778	1 682	37 092
1996	44 292	710	569	107	796	828	2 300	47 301
1997	48 259	790	607	108	692	945	2 353	51 402
1998	61 239	723	1 081	128	340	832	2 382	64 344
1999	65 356	1 023	1 157	20	227	1 288	2 691	69 070
2000	79 882	2 283	444	39	2 246	2 118	4 846	87 011
2001	65 818	2 414	1 248	28	2 343	2 277	5 897	74 128
2002 ^P	66 142	1 365	887	23	2 902	2 357	6 169	73 677

Voir notes techniques.

Tableau 16

Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres pays de l'Union européenne	Japon	Autres pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
VectorID (Annuel)	v235441	v235463	v235507	v235529	v235551	v235573	v235416	
VectorID (Trimestriel)	v236549	v236550	v236551	v236552	v236553	v236554	v236548	
millions de dollars								
1990								
I	9 787	1 263	1 437	1 001	2 227	5 311	9 976	21 026
II	9 877	835	1 674	1 367	2 662	5 355	11 058	21 770
III	9 136	1 402	1 885	1 777	3 196	6 507	13 365	23 903
IV	10 286	1 586	2 242	900	3 977	7 411	14 530	26 402
1991								
I	10 731	1 507	1 771	754	3 503	5 620	11 648	23 887
II	9 776	2 475	1 769	1 445	3 963	5 374	12 551	24 802
III	10 595	3 461	1 960	2 192	3 861	6 031	14 044	28 100
IV	11 090	4 617	1 675	2 068	4 055	7 031	14 829	30 534
1992								
I	13 464	6 677	3 476	1 492	3 172	7 095	15 235	35 376
II	15 445	6 022	3 914	1 373	3 248	7 060	15 595	37 060
III	16 522	3 309	2 007	1 023	2 876	7 747	13 653	33 483
IV	18 789	4 420	1 661	733	2 684	7 817	12 895	36 104
1993								
I	18 077	5 105	2 323	401	2 566	8 648	13 938	37 119
II	19 104	5 854	2 520	548	3 600	10 049	16 717	41 675
III	19 311	5 097	2 244	588	4 071	10 192	17 095	41 502
IV	21 515	5 773	2 558	361	4 132	11 561	18 612	45 901
1994								
I	21 336	7 093	2 833	456	4 402	11 153	18 844	47 272
II	25 109	9 257	4 164	413	4 608	11 067	20 252	54 618
III	17 787	6 500	3 899	81	4 324	11 539	19 843	44 131
IV	19 398	8 525	2 040	217	5 885	11 465	19 607	47 529
1995								
I	23 139	9 177	2 849	232	5 668	13 252	22 001	54 319
II	19 310	8 935	3 154	120	4 919	14 597	22 790	51 035
III	18 156	10 200	3 200	166	5 207	14 095	22 668	51 024
IV	18 240	9 778	2 334	10	5 071	11 085	18 500	46 519
1996								
I	23 605	11 528	3 294	152	5 414	9 847	18 707	53 841
II	19 447	9 782	2 657	533	5 050	8 785	17 025	46 255
III	21 231	8 103	2 780	564	4 419	9 412	17 175	46 509
IV	20 680	4 819	2 437	651	3 484	8 487	15 059	40 558
1997								
I	23 122	4 221	3 440	618	3 255	7 168	14 481	41 823
II	20 447	3 154	2 955	336	2 706	5 825	11 822	35 422
III	20 290	4 001	3 258	229	2 170	5 377	11 034	35 325
IV	24 149	4 072	3 628	124	3 414	5 115	12 281	40 501
1998								
I	20 290	6 374	3 985	102	4 951	5 080	14 118	40 783
II	19 589	5 205	3 720	43	2 946	5 238	11 947	36 741
III	23 046	4 428	3 293	27	2 957	5 771	12 048	39 522
IV	22 993	5 781	3 462	8	3 904	5 120	12 494	41 269
1999								
I	19 311	6 632	2 313	9	1 956	5 294	9 572	35 515
II	17 932	5 477	1 952	24	1 615	3 966	7 557	30 965
III	17 192	5 141	2 059	57	1 486	2 526	6 128	28 461
IV	15 934	4 765	2 302	43	1 991	2 640	6 976	27 675
2000								
I	18 115	5 457	2 200	71	1 850	3 020	7 141	30 712
II	17 505	4 328	1 677	70	1 554	3 311	6 612	28 445
III	14 272	3 536	1 632	91	1 789	3 666	7 178	24 987
IV	17 097	3 220	1 544	198	1 771	4 131	7 644	27 961
2001								
I	13 527	2 862	1 556	172	1 390	3 744	6 862	23 251
II	14 719	2 960	1 244	171	1 187	2 916	5 518	23 197
III	11 723	2 706	1 070	123	1 008	2 840	5 041	19 470
IV	13 581	2 785	1 198	23	915	2 961	5 097	21 463
2002 ^P								
I	13 019	4 310	1 268	24	1 157	2 993	5 442	22 771
II	13 503	3 536	1 130	43	1 234	3 433	5 840	22 880
III	12 467	3 544	784	38	877	3 583	5 282	21 294
IV	14 444	3 869	1 269	32	1 701	3 874	6 876	25 189
2003 ^P								
I	13 550	3 557	1 517	25	1 565	3 768	6 875	23 981

Voir notes techniques.

Tableau 17

Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur

Année	Effets à court terme du gouvernement du Canada	Autres administrations et entreprises publiques	Sociétés non-financières	Sociétés financières	Total
VectorID	v235629	v235630	v235631	v235632	v235628
	millions de dollars				
1990	17 491	5 586	1 808	1 516	26 402
1991	19 781	9 213	932	608	30 534
1992	21 700	11 212	218	2 974	36 104
1993	32 792	11 199	729	1 181	45 901
1994	35 843	9 867	535	1 283	47 529
1995	30 706	10 366	1 023	2 018	44 113
1996	24 277	9 486	1 741	2 630	38 134
1997	21 744	10 851	2 225	5 681	40 501
1998	19 298	13 819	846	7 305	41 269
1999	12 721	10 916	566	3 472	27 675
2000	11 587	11 155	1 751	3 468	27 961
2001	7 439	10 392	1 373	2 259	21 463
2002 ^P	9 419	10 659	1 723	3 388	25 189

Voir notes techniques.

Tableau 18

Autres passifs

Année	Passif à vue du gouvernement du Canada	Dettes à court terme envers les non-résidents	Passifs autres que le passif à vue du gouvernement et la dette à court terme	Total
VectorID	v235419	v235421	v235420	v235418
	millions de dollars			
1990	2 124	4 180	7 832	14 136
1991	2 176	4 284	8 473	14 933
1992	2 259	4 793	8 658	15 711
1993	2 335	4 432	9 324	16 091
1994	2 323	5 576	9 693	17 592
1995	2 010	6 078	10 179	18 266
1996	1 692	5 118	10 397	17 207
1997	1 923	6 053	10 619	18 596
1998	1 795	6 339	11 015	19 148
1999	1 412	7 553	11 598	20 564
2000	1 057	7 992	12 316	21 365
2001	770	8 750	12 290	21 811
2002 ^P	780	8 973	12 646	22 400

Voir notes techniques.

Tableau 19-1

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administration publique fédérale

Année	Administration publique fédérale								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel)	v236444		v236445	v236443	v236447		v236448	v236446	v236442
VectorID (Trimestriel)	v20863043		v20863044	v20863042	v20863046		v20863047	v20863045	v20863041
	millions de dollars								
1990									
I	49 933	.	13 264	63 197	0	.	3 065	3 065	66 262
II	50 270	.	12 323	62 593	0	.	3 081	3 081	65 675
III	54 024	.	14 851	68 875	0	.	3 094	3 094	71 968
IV	56 454	.	17 491	73 945	0	.	3 410	3 410	77 355
1991									
I	57 635	.	16 093	73 728	0	.	3 288	3 288	77 016
II	56 960	.	15 601	72 561	0	.	3 222	3 222	75 784
III	60 496	.	18 223	78 719	0	.	3 167	3 167	81 885
IV	64 159	.	19 781	83 940	0	.	3 464	3 464	87 404
1992									
I	63 571	.	23 012	86 583	0	.	3 525	3 525	90 109
II	65 022	.	22 734	87 755	0	.	3 482	3 482	91 237
III	67 835	.	19 404	87 239	0	.	3 482	3 482	90 720
IV	68 659	.	21 700	90 359	0	.	3 621	3 621	93 981
1993									
I	80 939	.	24 787	105 726	0	.	3 685	3 685	109 411
II	80 074	.	28 332	108 407	0	.	3 553	3 553	111 960
III	81 410	.	30 132	111 542	0	.	3 599	3 599	115 140
IV	77 491	.	32 792	110 282	0	.	3 750	3 750	114 032
1994									
I	79 321	.	33 970	113 291	0	.	3 822	3 822	117 113
II	80 498	.	40 394	120 892	0	.	3 841	3 841	124 733
III	82 820	.	33 251	116 071	0	.	3 675	3 675	119 746
IV	75 698	.	35 843	111 541	0	.	3 918	3 918	115 459
1995									
I	73 677	.	38 433	112 110	0	.	3 620	3 620	115 730
II	81 542	.	34 082	115 624	0	.	3 489	3 489	119 113
III	86 841	.	34 874	121 716	0	.	3 319	3 319	125 035
IV	87 588	.	30 706	118 295	0	.	3 592	3 592	121 887
1996									
I	84 195	.	35 309	119 504	0	.	3 457	3 457	122 961
II	89 906	.	28 863	118 768	0	.	3 404	3 404	122 172
III	89 891	.	29 019	118 909	0	.	3 285	3 285	122 194
IV	95 885	.	24 277	120 161	0	.	3 227	3 227	123 388
1997									
I	91 754	.	27 657	119 411	0	.	3 269	3 269	122 680
II	93 844	.	21 104	114 949	0	.	3 245	3 245	118 194
III	97 122	.	20 490	117 612	0	.	3 210	3 210	120 822
IV	92 761	.	21 744	114 505	0	.	3 427	3 427	117 933
1998									
I	94 271	.	20 028	114 298	0	.	3 290	3 290	117 588
II	90 595	.	18 336	108 932	0	.	3 166	3 166	112 098
III	86 479	.	20 341	106 821	0	.	3 077	3 077	109 897
IV	89 126	.	19 298	108 424	0	.	3 477	3 477	111 902
1999									
I	86 586	.	17 938	104 525	0	.	3 250	3 250	107 775
II	86 678	.	15 730	102 408	0	.	3 208	3 208	105 616
III	87 275	.	14 078	101 352	0	.	3 011	3 011	104 363
IV	91 131	.	12 721	103 852	0	.	2 955	2 955	106 807
2000									
I	85 679	.	14 100	99 780	0	.	2 924	2 924	102 703
II	85 844	.	13 363	99 207	0	.	2 767	2 767	101 974
III	82 015	.	11 143	93 157	0	.	2 656	2 656	95 814
IV	81 198	.	11 587	92 785	0	.	2 580	2 580	95 365
2001									
I	83 909	.	10 098	94 007	0	.	2 530	2 530	96 537
II	79 434	.	9 034	88 468	0	.	2 302	2 302	90 770
III	77 229	.	6 030	83 259	0	.	2 373	2 373	85 633
IV	74 717	.	7 439	82 156	0	.	2 329	2 329	84 485
2002 P									
I	74 036	.	7 270	81 306	0	.	2 439	2 439	83 745
II	72 493	.	8 159	80 652	0	.	2 393	2 393	83 045
III	75 056	.	8 029	83 085	0	.	2 392	2 392	85 476
IV	79 336	.	9 419	88 755	0	.	2 452	2 452	91 207
2003 P									
I	82 386	.	8 461	90 847	0	.	2 202	2 202	93 049

Voir notes techniques.

Tableau 19-2

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques provinciales

Année	Administrations publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel)	v236451		v236452	v236450	v236454		v236455	v236453	v236449
VectorID (Trimestriel)	v20863050		v20863051	v20863049	v20863053		v20863054	v20863052	v20863048
	millions de dollars								
1990									
I	37 016	.	1 620	38 636	2 384	.	80	2 464	41 100
II	38 015	.	2 297	40 312	2 447	.	80	2 527	42 839
III	39 279	.	2 119	41 398	2 593	.	80	2 673	44 071
IV	40 980	.	2 291	43 271	2 539	.	80	2 619	45 890
1991									
I	43 707	.	2 425	46 132	2 433	.	69	2 502	48 634
II	46 683	.	2 173	48 855	2 385	.	69	2 454	51 309
III	50 130	.	2 305	52 435	2 399	.	69	2 468	54 903
IV	53 712	.	2 988	56 700	2 560	.	69	2 628	59 328
1992									
I	55 967	.	4 317	60 283	2 623	.	57	2 680	62 963
II	62 019	.	4 762	66 781	2 770	.	57	2 827	69 607
III	67 072	.	4 203	71 275	2 764	.	57	2 822	74 097
IV	69 573	.	4 678	74 251	2 450	.	57	2 507	76 758
1993									
I	77 949	.	3 881	81 830	2 717	.	46	2 763	84 593
II	81 103	.	4 471	85 574	2 651	.	46	2 697	88 271
III	90 700	.	3 593	94 292	2 958	.	46	3 004	97 297
IV	89 972	.	4 908	94 880	2 666	.	46	2 712	97 592
1994									
I	99 346	.	4 343	103 690	3 005	.	34	3 039	106 729
II	102 827	.	5 469	108 296	3 109	.	34	3 143	111 439
III	106 692	.	3 905	110 598	3 602	.	34	3 636	114 234
IV	109 748	.	3 924	113 671	3 877	.	34	3 912	117 583
1995									
I	117 841	.	3 767	121 608	4 440	.	23	4 463	126 071
II	115 707	.	4 984	120 691	4 420	.	23	4 443	125 134
III	113 724	.	4 527	118 250	3 625	.	23	3 648	121 898
IV	115 119	.	4 421	119 540	3 403	.	23	3 425	122 966
1996									
I	117 704	.	3 977	121 681	3 272	.	11	3 283	124 964
II	115 129	.	3 384	118 513	2 880	.	11	2 892	121 404
III	115 032	.	3 456	118 488	2 837	.	11	2 849	121 337
IV	116 781	.	3 520	120 301	2 750	.	11	2 761	123 062
1997									
I	116 396	.	1 935	118 331	2 520	.	0	2 520	120 852
II	115 992	.	2 409	118 402	2 341	.	0	2 341	120 742
III	116 878	.	1 719	118 597	2 166	.	0	2 166	120 763
IV	114 266	.	1 904	116 170	1 957	.	0	1 957	118 126
1998									
I	112 340	.	2 476	114 816	1 902	.	0	1 902	116 718
II	113 656	.	2 130	115 786	1 683	.	0	1 683	117 469
III	120 013	.	2 944	122 957	1 798	.	0	1 798	124 755
IV	125 074	.	3 427	128 501	2 128	.	0	2 128	130 629
1999									
I	119 346	.	2 826	122 171	1 994	.	0	1 994	124 165
II	113 805	.	2 815	116 620	1 893	.	0	1 893	118 513
III	114 726	.	3 231	117 957	2 149	.	0	2 149	120 106
IV	112 496	.	3 496	115 992	2 115	.	0	2 115	118 108
2000									
I	108 473	.	4 073	112 546	2 102	.	0	2 102	114 648
II	108 003	.	3 834	111 837	2 086	.	0	2 086	113 923
III	106 495	.	3 124	109 619	1 943	.	0	1 943	111 562
IV	105 003	.	4 545	109 549	1 843	.	0	1 843	111 392
2001									
I	106 229	.	3 275	109 504	1 765	.	0	1 765	111 269
II	103 218	.	4 109	107 327	1 710	.	0	1 710	109 037
III	108 323	.	3 090	111 413	1 864	.	0	1 864	113 277
IV	108 371	.	3 586	111 957	1 720	.	0	1 720	113 677
2002 ^P									
I	107 047	.	3 557	110 605	1 562	.	0	1 562	112 167
II	104 422	.	4 036	108 458	1 648	.	0	1 648	110 106
III	107 849	.	3 371	111 220	1 695	.	0	1 695	112 915
IV	112 018	.	3 446	115 464	1 727	.	0	1 727	117 190
2003 ^P									
I	105 553	.	2 887	108 440	1 406	.	0	1 406	109 846

Voir notes techniques.

Tableau 19-3

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Administrations publiques municipales

Année	Administrations publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel)	v236457				v236458				v236456
VectorID (Trimestriel)	v20863056				v20863057				v20863055
	millions de dollars								
1990									
I	4 458	.	.	4 458	169	.	.	169	4 627
II	4 438	.	.	4 438	168	.	.	168	4 606
III	4 509	.	.	4 509	179	.	.	179	4 688
IV	4 297	.	.	4 297	183	.	.	183	4 480
1991									
I	4 113	.	.	4 113	168	.	.	168	4 281
II	4 206	.	.	4 206	160	.	.	160	4 366
III	4 244	.	.	4 244	167	.	.	167	4 411
IV	4 362	.	.	4 362	180	.	.	180	4 542
1992									
I	4 308	.	.	4 308	173	.	.	173	4 480
II	4 412	.	.	4 412	180	.	.	180	4 592
III	4 769	.	.	4 769	197	.	.	197	4 966
IV	4 719	.	.	4 719	144	.	.	144	4 864
1993									
I	4 781	.	.	4 781	148	.	.	148	4 929
II	4 871	.	.	4 871	147	.	.	147	5 018
III	5 265	.	.	5 265	157	.	.	157	5 421
IV	5 139	.	.	5 139	148	.	.	148	5 287
1994									
I	5 613	.	.	5 613	208	.	.	208	5 822
II	5 871	.	.	5 871	212	.	.	212	6 083
III	5 933	.	.	5 933	200	.	.	200	6 132
IV	6 030	.	.	6 030	208	.	.	208	6 238
1995									
I	6 645	.	.	6 645	161	.	.	161	6 806
II	6 324	.	.	6 324	156	.	.	156	6 480
III	6 080	.	.	6 080	137	.	.	137	6 217
IV	6 291	.	.	6 291	129	.	.	129	6 420
1996									
I	6 315	.	.	6 315	131	.	.	131	6 446
II	6 195	.	.	6 195	128	.	.	128	6 323
III	6 160	.	.	6 160	127	.	.	127	6 287
IV	6 238	.	.	6 238	124	.	.	124	6 362
1997									
I	6 120	.	.	6 120	116	.	.	116	6 236
II	5 912	.	.	5 912	114	.	.	114	6 026
III	5 856	.	.	5 856	110	.	.	110	5 966
IV	5 962	.	.	5 962	108	.	.	108	6 070
1998									
I	5 854	.	.	5 854	104	.	.	104	5 958
II	5 725	.	.	5 725	106	.	.	106	5 831
III	5 912	.	.	5 912	115	.	.	115	6 028
IV	6 112	.	.	6 112	129	.	.	129	6 241
1999									
I	5 687	.	.	5 687	120	.	.	120	5 807
II	5 511	.	.	5 511	113	.	.	113	5 624
III	5 453	.	.	5 453	125	.	.	125	5 578
IV	5 434	.	.	5 434	124	.	.	124	5 558
2000									
I	5 185	.	.	5 185	122	.	.	122	5 307
II	5 160	.	.	5 160	122	.	.	122	5 282
III	5 173	.	.	5 173	119	.	.	119	5 292
IV	4 995	.	.	4 995	116	.	.	116	5 112
2001									
I	4 772	.	.	4 772	112	.	.	112	4 884
II	4 419	.	.	4 419	107	.	.	107	4 526
III	4 368	.	.	4 368	118	.	.	118	4 486
IV	4 606	.	.	4 606	73	.	.	73	4 679
2002 ^P									
I	4 447	.	.	4 447	72	.	.	72	4 519
II	4 200	.	.	4 200	76	.	.	76	4 276
III	4 199	.	.	4 199	78	.	.	78	4 277
IV	3 731	.	.	3 731	80	.	.	80	3 810
2003 ^P									
I	3 654	.	.	3 654	75	.	.	75	3 729

Voir notes techniques.

Tableau 19-4

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations publiques

Année	Total des administrations publiques								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel) VectorID (Trimestriel)	v236488 v20863036	v236489 v20863037	v236487 v20863035	v236491 v20863039	v236492 v20863040	v236490 v20863038	v236486 v20863034		
millions de dollars									
1990									
I	91 407	.	14 885	106 291	2 553	.	3 145	5 698	111 989
II	92 723	.	14 620	107 344	2 615	.	3 161	5 776	113 120
III	97 812	.	16 970	114 782	2 772	.	3 174	5 946	120 728
IV	101 731	.	19 782	121 513	2 722	.	3 490	6 212	127 725
1991									
I	105 455	.	18 518	123 973	2 601	.	3 357	5 958	129 931
II	107 849	.	17 774	125 623	2 545	.	3 291	5 836	131 459
III	114 870	.	20 528	135 398	2 566	.	3 235	5 801	141 199
IV	122 234	.	22 769	145 003	2 740	.	3 533	6 273	151 275
1992									
I	123 846	.	27 329	151 174	2 796	.	3 582	6 378	157 552
II	131 452	.	27 496	158 948	2 949	.	3 539	6 488	165 436
III	139 675	.	23 607	163 282	2 962	.	3 539	6 501	169 783
IV	142 951	.	26 378	169 330	2 594	.	3 678	6 273	175 602
1993									
I	163 669	.	28 668	192 337	2 865	.	3 731	6 596	198 933
II	166 048	.	32 803	198 851	2 798	.	3 599	6 398	205 249
III	177 374	.	33 725	211 099	3 115	.	3 644	6 759	217 858
IV	172 602	.	37 699	210 302	2 813	.	3 796	6 609	216 911
1994									
I	184 281	.	38 313	222 594	3 213	.	3 856	7 070	229 664
II	189 195	.	45 863	235 058	3 321	.	3 875	7 196	242 254
III	195 445	.	37 157	232 601	3 801	.	3 709	7 510	240 111
IV	191 476	.	39 767	231 243	4 085	.	3 952	8 037	239 279
1995									
I	198 163	.	42 200	240 363	4 601	.	3 643	8 244	248 607
II	203 573	.	39 066	242 639	4 577	.	3 512	8 089	250 728
III	206 645	.	39 401	246 046	3 762	.	3 342	7 104	253 150
IV	208 998	.	35 128	244 126	3 532	.	3 615	7 146	251 272
1996									
I	208 214	.	39 286	247 499	3 403	.	3 468	6 871	254 370
II	211 229	.	32 247	243 476	3 008	.	3 415	6 424	249 900
III	211 083	.	32 475	243 558	2 964	.	3 296	6 261	249 818
IV	218 904	.	27 797	246 700	2 874	.	3 239	6 112	252 813
1997									
I	214 270	.	29 592	243 862	2 637	.	3 269	5 906	249 768
II	215 749	.	23 514	239 263	2 455	.	3 245	5 700	244 962
III	219 856	.	22 209	242 065	2 276	.	3 210	5 486	247 551
IV	212 989	.	23 648	236 637	2 064	.	3 427	5 492	242 129
1998									
I	212 465	.	22 503	234 968	2 006	.	3 290	5 296	240 265
II	209 977	.	20 467	230 443	1 789	.	3 166	4 955	235 398
III	212 405	.	23 285	235 690	1 913	.	3 077	4 990	240 680
IV	220 312	.	22 725	243 037	2 257	.	3 477	5 735	248 771
1999									
I	211 620	.	20 764	232 384	2 113	.	3 250	5 363	237 747
II	205 993	.	18 545	224 538	2 006	.	3 208	5 214	229 752
III	207 454	.	17 309	224 762	2 274	.	3 011	5 285	230 047
IV	209 062	.	16 217	225 279	2 239	.	2 955	5 194	230 473
2000									
I	199 338	.	18 173	217 511	2 223	.	2 924	5 147	222 658
II	199 007	.	17 197	216 204	2 208	.	2 767	4 975	221 179
III	193 683	.	14 266	207 949	2 062	.	2 656	4 718	212 667
IV	191 197	.	16 133	207 329	1 959	.	2 580	4 539	211 869
2001									
I	194 909	.	13 373	208 282	1 877	.	2 530	4 407	212 689
II	187 070	.	13 144	200 214	1 817	.	2 302	4 119	204 333
III	189 920	.	9 120	199 040	1 982	.	2 373	4 356	203 396
IV	187 695	.	11 025	198 720	1 793	.	2 329	4 121	202 841
2002 P									
I	185 530	.	10 827	196 357	1 634	.	2 439	4 073	200 431
II	181 115	.	12 195	193 310	1 724	.	2 393	4 117	197 427
III	187 104	.	11 400	198 504	1 773	.	2 392	4 165	202 669
IV	195 085	.	12 865	207 950	1 806	.	2 452	4 258	212 208
2003 P									
I	191 593	.	11 348	202 941	1 481	.	2 202	3 683	206 624

Voir notes techniques.

Tableau 19-5

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques fédérales

Année	Entreprises publiques fédérales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel)	v236461	v236462	v236460	v236464	v236465	v236466	v236463	v236459	
VectorID (Trimestriel)	v20863068	v20863069	v20863067	v20863071	v20863072	v20863073	v20863070	v20863066	
	millions de dollars								
1990									
I	10 073	.	2 403	12 476	387	547	683	1 617	14 093
II	9 726	.	3 018	12 745	273	353	745	1 370	14 115
III	9 391	.	3 240	12 632	292	453	800	1 544	14 175
IV	9 753	.	2 991	12 745	298	280	881	1 460	14 205
1991									
I	8 731	.	3 126	11 857	280	447	897	1 624	13 481
II	8 342	.	4 984	13 326	276	469	876	1 620	14 947
III	8 617	.	5 686	14 303	144	505	745	1 394	15 697
IV	9 508	.	5 898	15 406	173	435	777	1 385	16 792
1992									
I	9 622	.	5 785	15 407	172	349	797	1 317	16 725
II	9 839	.	6 090	15 929	166	585	768	1 520	17 449
III	10 373	.	6 601	16 974	178	421	740	1 339	18 314
IV	9 695	.	6 105	15 799	177	371	711	1 259	17 058
1993									
I	9 879	.	5 767	15 646	185	277	556	1 017	16 663
II	11 052	.	6 116	17 168	196	301	481	979	18 147
III	11 541	.	5 641	17 181	109	228	406	744	17 925
IV	11 320	.	5 716	17 036	107	345	332	784	17 819
1994									
I	12 126	.	4 852	16 977	115	383	313	810	17 788
II	12 669	.	4 964	17 633	116	383	297	796	18 429
III	12 507	.	4 923	17 430	75	321	281	677	18 107
IV	12 995	.	5 309	18 304	98	476	265	840	19 144
1995									
I	12 567	.	5 695	18 262	98	863	243	1 204	19 466
II	12 350	.	5 437	17 787	96	602	231	928	18 716
III	12 054	.	5 570	17 624	94	720	218	1 032	18 656
IV	11 092	.	5 171	16 263	0	453	205	658	16 921
1996									
I	10 464	.	6 178	16 643	0	270	190	460	17 102
II	10 911	.	6 051	16 962	0	230	182	412	17 374
III	11 410	.	5 821	17 232	0	176	175	351	17 583
IV	11 249	.	5 241	16 490	0	168	167	336	16 825
1997									
I	11 230	.	5 732	16 963	0	201	149	350	17 312
II	12 535	.	5 664	18 199	0	115	138	253	18 452
III	12 246	.	5 612	17 858	0	131	127	259	18 117
IV	11 933	.	7 082	19 015	0	120	116	237	19 252
1998									
I	12 087	.	7 155	19 242	0	114	110	223	19 466
II	13 271	.	6 706	19 977	0	137	95	232	20 209
III	13 535	.	7 351	20 886	0	97	80	177	21 062
IV	13 498	.	8 972	22 469	0	74	65	138	22 608
1999									
I	13 380	.	7 039	20 418	0	68	75	143	20 561
II	15 526	.	6 363	21 889	0	137	96	233	22 122
III	14 645	.	6 803	21 448	0	62	96	158	21 606
IV	15 017	.	7 110	22 126	0	238	106	345	22 471
2000									
I	14 890	.	6 761	21 651	0	89	112	200	21 852
II	14 394	.	6 728	21 121	0	163	165	328	21 450
III	14 053	.	6 861	20 915	0	79	189	268	21 183
IV	14 059	.	6 610	20 669	0	66	165	231	20 900
2001									
I	14 772	.	6 777	21 548	0	93	291	384	21 932
II	14 965	.	6 327	21 292	0	107	306	413	21 705
III	16 052	.	6 726	22 777	0	54	429	483	23 261
IV	16 453	.	6 782	23 235	0	73	378	451	23 687
2002 ^P									
I	20 419	.	8 246	28 665	0	63	426	489	29 155
II	22 109	.	7 146	29 255	0	114	423	537	29 792
III	26 272	.	5 899	32 171	0	78	401	478	32 649
IV	28 315	.	7 198	35 513	0	177	388	565	36 078
2003 ^P									
I	30 453	.	7 347	37 800	0	58	342	399	38 199

Voir notes techniques.

Tableau 19-6

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques provinciales

Année	Entreprises publiques provinciales								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel) VectorID (Trimestriel)	v236469 v20863076		v236470 v20863077	v236468 v20863075	v236472 v20863079		v236473 v20863080	v236471 v20863078	v236467 v20863074
	millions de dollars								
1990									
I	25 260	.	365	25 625	407	.	56	463	26 089
II	26 732	.	377	27 109	412	.	52	464	27 573
III	26 546	.	420	26 966	427	.	50	477	27 443
IV	26 997	.	304	27 301	433	.	50	483	27 784
1991									
I	30 043	.	320	30 363	418	.	34	452	30 815
II	30 890	.	270	31 160	412	.	21	433	31 593
III	30 778	.	330	31 108	418	.	11	429	31 537
IV	32 308	.	327	32 635	431	.	1	431	33 066
1992									
I	34 195	.	732	34 927	378	.	0	378	35 305
II	36 002	.	867	36 869	339	.	2	341	37 211
III	35 871	.	661	36 532	418	.	2	419	36 952
IV	33 603	.	429	34 032	338	.	0	338	34 370
1993									
I	36 085	.	370	36 454	352	.	0	352	36 806
II	35 391	.	424	35 815	369	.	0	369	36 184
III	36 547	.	429	36 976	228	.	0	228	37 203
IV	35 730	.	576	36 306	212	.	0	212	36 518
1994									
I	38 620	.	878	39 498	241	.	0	241	39 738
II	39 102	.	1 199	40 301	250	.	0	250	40 551
III	39 533	.	822	40 355	242	.	0	242	40 596
IV	41 396	.	634	42 030	251	.	0	251	42 281
1995									
I	42 148	.	2 026	44 174	174	.	0	174	44 349
II	40 675	.	1 966	42 641	175	.	0	175	42 815
III	39 556	.	1 924	41 480	146	.	0	146	41 626
IV	39 763	.	773	40 536	138	.	0	138	40 674
1996									
I	37 865	.	2 203	40 068	132	.	0	132	40 201
II	37 693	.	2 431	40 124	130	.	0	130	40 254
III	37 097	.	2 101	39 198	128	.	0	128	39 326
IV	37 745	.	725	38 470	124	.	0	124	38 593
1997									
I	37 724	.	1 098	38 823	117	.	6	123	38 945
II	37 217	.	1 476	38 693	0	.	11	11	38 704
III	36 576	.	2 011	38 587	0	.	17	17	38 604
IV	35 527	.	1 865	37 391	0	.	32	32	37 424
1998									
I	35 686	.	2 070	37 756	0	.	16	16	37 772
II	37 093	.	1 698	38 792	0	.	27	27	38 819
III	37 914	.	1 575	39 489	0	.	48	48	39 537
IV	37 597	.	1 420	39 017	0	.	52	52	39 068
1999									
I	34 757	.	1 118	35 875	0	.	41	41	35 915
II	32 787	.	878	33 665	0	.	54	54	33 720
III	32 867	.	578	33 445	0	.	20	20	33 465
IV	30 973	.	310	31 283	0	.	37	37	31 320
2000									
I	30 568	.	638	31 206	0	.	75	75	31 281
II	30 242	.	375	30 617	0	.	28	28	30 645
III	29 986	.	276	30 262	0	.	55	55	30 317
IV	29 906	.	0	29 906	0	.	286	286	30 193
2001									
I	29 341	.	12	29 353	0	.	423	423	29 776
II	28 185	.	4	28 189	0	.	279	279	28 468
III	28 540	.	12	28 553	0	.	303	303	28 856
IV	27 583	.	24	27 607	0	.	204	204	27 811
2002 P									
I	26 526	.	15	26 540	0	.	128	128	26 668
II	24 017	.	81	24 098	0	.	99	99	24 198
III	24 626	.	86	24 712	0	.	102	102	24 815
IV	24 628	.	15	24 643	0	.	128	128	24 771
2003 P									
I	22 110	.	232	22 342	0	.	146	146	22 488

Voir notes techniques.

Tableau 19-7

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Entreprises publiques municipales

Année	Entreprises publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel)	v236475				v236476				v236474
VectorID (Trimestriel)	v20863082				v20863083				v20863081
	millions de dollars								
1990									
I	282	.	.	282	.	.	2	2	284
II	271	.	.	271	.	.	2	2	273
III	276	.	.	276	.	.	2	2	278
IV	350	.	.	350	.	.	2	2	352
1991									
I	321	.	.	321	.	.	0	0	321
II	318	.	.	318	.	.	0	0	318
III	330	.	.	330	.	.	0	0	330
IV	332	.	.	332	.	.	0	0	332
1992									
I	275	.	.	275	.	.	9	9	283
II	306	.	.	306	.	.	9	9	314
III	322	.	.	322	.	.	9	9	331
IV	280	.	.	280	.	.	9	9	289
1993									
I	323	.	.	323	.	.	0	0	323
II	303	.	.	303	.	.	0	0	303
III	312	.	.	312	.	.	0	0	312
IV	257	.	.	257	.	.	0	0	257
1994									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1995									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1996									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1997									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1998									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1999									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2000									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2001									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2002 ^P									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2003 ^P									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0

Voir notes techniques.

Tableau 19-8

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des entreprises publiques

Année	Total des entreprises publiques								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel) VectorID (Trimestriel)	v236495 v20863060	v236496 v20863061	v236494 v20863059	v236498 v20863063	v236499 v20863064	v236500 v20863065	v236497 v20863062	v236493 v20863058	
millions de dollars									
1990									
I	35 614	.	2 769	38 383	794	547	741	2 082	40 465
II	36 729	.	3 395	40 124	685	353	799	1 836	41 961
III	36 213	.	3 660	39 874	718	453	852	2 023	41 897
IV	37 100	.	3 296	40 396	732	280	933	1 945	42 341
1991									
I	39 095	.	3 446	42 542	698	447	931	2 076	44 618
II	39 550	.	5 254	44 804	688	469	896	2 053	46 857
III	39 725	.	6 016	45 741	562	505	756	1 823	47 565
IV	42 148	.	6 226	48 374	604	435	778	1 817	50 190
1992									
I	44 092	.	6 517	50 609	551	349	805	1 704	52 313
II	46 147	.	6 957	53 104	506	585	779	1 870	54 974
III	46 567	.	7 263	53 829	596	421	750	1 767	55 596
IV	43 578	.	6 534	50 111	515	371	720	1 606	51 717
1993									
I	46 287	.	6 137	52 424	536	277	556	1 369	53 792
II	46 745	.	6 541	53 286	565	301	481	1 348	54 634
III	48 400	.	6 069	54 469	337	228	406	972	55 441
IV	47 307	.	6 292	53 598	319	345	332	996	54 594
1994									
I	50 745	.	5 730	56 475	355	383	313	1 051	57 526
II	51 772	.	6 162	57 934	367	383	297	1 046	58 980
III	52 039	.	5 745	57 785	316	321	281	919	58 704
IV	54 391	.	5 943	60 334	349	476	265	1 090	61 424
1995									
I	54 715	.	7 721	62 436	272	863	243	1 378	63 814
II	53 025	.	7 403	60 428	271	602	231	1 103	61 531
III	51 610	.	7 494	59 104	240	720	218	1 178	60 282
IV	50 854	.	5 944	56 799	138	453	205	796	57 595
1996									
I	48 330	.	8 381	56 711	132	270	190	592	57 303
II	48 604	.	8 482	57 086	130	230	182	542	57 628
III	48 507	.	7 922	56 429	128	176	175	479	56 908
IV	48 994	.	5 966	54 959	124	168	167	459	55 419
1997									
I	48 955	.	6 831	55 785	117	201	155	472	56 257
II	49 752	.	7 140	56 892	0	115	149	264	57 156
III	48 822	.	7 623	56 445	0	131	145	276	56 721
IV	47 459	.	8 947	56 406	0	120	149	269	56 675
1998									
I	47 773	.	9 225	56 999	0	114	126	239	57 238
II	50 364	.	8 404	58 769	0	137	122	259	59 027
III	51 449	.	8 925	60 375	0	97	128	225	60 600
IV	51 094	.	10 391	61 486	0	74	116	190	61 676
1999									
I	48 137	.	8 156	56 293	0	68	116	183	56 476
II	48 313	.	7 241	55 555	0	137	151	288	55 842
III	47 513	.	7 381	54 894	0	62	116	178	55 072
IV	45 990	.	7 420	53 409	0	238	143	382	53 791
2000									
I	45 458	.	7 399	52 857	0	89	187	275	53 133
II	44 636	.	7 102	51 738	0	163	193	356	52 094
III	44 039	.	7 138	51 177	0	79	244	323	51 499
IV	43 965	.	6 610	50 575	0	66	451	517	51 093
2001									
I	44 113	.	6 789	50 901	0	93	714	807	51 708
II	43 149	.	6 331	49 481	0	107	585	692	50 172
III	44 592	.	6 738	51 330	0	54	733	787	52 117
IV	44 036	.	6 807	50 843	0	73	582	655	51 498
2002 P									
I	46 945	.	8 261	55 206	0	63	554	617	55 823
II	46 126	.	7 227	53 353	0	114	522	636	53 990
III	50 898	.	5 985	56 883	0	78	503	581	57 464
IV	52 943	.	7 213	60 156	0	177	516	693	60 849
2003 P									
I	52 563	.	7 579	60 142	0	58	488	546	60 687

Voir notes techniques.

Tableau 19-9

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total des administrations et des entreprises publiques

Année	Total des administrations et des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel)	v236503		v236504	v236502	v236506	v236507	v236508	v236505	v236501
VectorID (Trimestriel)	v20863028		v20863029	v20863027	v20863031	v20863032	v20863033	v20863030	v20863026
	millions de dollars								
1990									
I	127 021	.	17 653	144 674	3 347	547	3 886	7 780	152 454
II	129 452	.	18 016	147 468	3 300	353	3 960	7 612	155 081
III	134 025	.	20 630	154 656	3 491	453	4 026	7 969	162 625
IV	138 831	.	23 078	161 909	3 454	280	4 423	8 158	170 066
1991									
I	144 550	.	21 964	166 514	3 300	447	4 288	8 034	174 549
II	147 399	.	23 028	170 427	3 233	469	4 187	7 889	178 316
III	154 596	.	26 544	181 139	3 128	505	3 991	7 625	188 764
IV	164 382	.	26 995	193 376	3 344	435	4 311	8 089	201 465
1992									
I	167 938	.	33 846	201 783	3 346	349	4 388	8 082	209 866
II	177 599	.	34 453	212 052	3 455	585	4 318	8 358	220 410
III	186 242	.	30 870	217 112	3 558	421	4 289	8 268	225 379
IV	186 529	.	32 912	219 441	3 110	371	4 398	7 879	227 319
1993									
I	209 955	.	34 805	244 760	3 401	277	4 287	7 965	252 725
II	212 794	.	39 344	252 137	3 364	301	4 080	7 745	259 883
III	225 774	.	39 794	265 568	3 452	228	4 051	7 731	273 299
IV	219 909	.	43 991	263 900	3 132	345	4 128	7 605	271 505
1994									
I	235 026	.	44 043	279 069	3 569	383	4 169	8 121	287 190
II	240 967	.	52 026	292 992	3 687	383	4 172	8 242	301 235
III	247 484	.	42 902	290 386	4 118	321	3 990	8 429	298 815
IV	245 867	.	45 710	291 576	4 434	476	4 217	9 127	300 704
1995									
I	252 878	.	49 921	302 799	4 874	863	3 886	9 623	312 421
II	256 598	.	46 469	303 067	4 847	602	3 743	9 192	312 259
III	258 255	.	46 895	305 150	4 001	720	3 560	8 282	313 432
IV	259 853	.	41 072	300 925	3 669	453	3 820	7 942	308 867
1996									
I	256 543	.	47 667	304 210	3 535	270	3 658	7 463	311 674
II	259 833	.	40 729	300 562	3 138	230	3 597	6 966	307 528
III	259 590	.	40 397	299 987	3 092	176	3 471	6 740	306 727
IV	267 897	.	33 762	301 660	2 997	168	3 406	6 572	308 231
1997									
I	263 225	.	36 422	299 647	2 754	201	3 424	6 378	306 025
II	265 501	.	30 654	296 155	2 455	115	3 394	5 963	302 118
III	268 679	.	29 832	298 511	2 276	131	3 355	5 762	304 273
IV	260 448	.	32 595	293 043	2 064	120	3 576	5 761	298 804
1998									
I	260 239	.	31 729	291 967	2 006	114	3 416	5 536	297 503
II	260 341	.	28 871	289 212	1 789	137	3 288	5 214	294 426
III	263 854	.	32 210	296 064	1 913	97	3 205	5 215	301 279
IV	271 406	.	33 117	304 523	2 257	74	3 594	5 925	310 447
1999									
I	259 756	.	28 920	288 677	2 113	68	3 366	5 547	294 223
II	254 307	.	25 786	280 093	2 006	137	3 359	5 502	285 594
III	254 966	.	24 690	279 656	2 274	62	3 127	5 463	285 119
IV	255 051	.	23 637	278 688	2 239	238	3 098	5 575	284 264
2000									
I	244 796	.	25 573	270 368	2 223	89	3 110	5 422	275 791
II	243 642	.	24 299	267 942	2 208	163	2 960	5 332	273 273
III	237 722	.	21 404	259 126	2 062	79	2 900	5 040	264 167
IV	235 162	.	22 743	257 905	1 959	66	3 031	5 057	262 961
2001									
I	239 022	.	20 162	259 184	1 877	93	3 244	5 214	264 398
II	230 220	.	19 475	249 695	1 817	107	2 887	4 811	254 505
III	234 512	.	15 858	250 370	1 982	54	3 106	5 142	255 513
IV	231 731	.	17 831	249 562	1 793	73	2 911	4 776	254 338
2002 P									
I	232 475	.	19 088	251 563	1 634	63	2 993	4 690	256 253
II	227 241	.	19 423	246 664	1 724	114	2 915	4 753	251 417
III	238 002	.	17 386	255 387	1 773	78	2 895	4 745	260 133
IV	248 027	.	20 078	268 105	1 806	177	2 967	4 951	273 056
2003 P									
I	244 156	.	18 927	263 083	1 481	58	2 690	4 228	267 311

Voir notes techniques.

Tableau 19-10

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Sociétés privées

Année	Sociétés privées								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel) VectorID (Trimestriel)	v236479 v20863086	v236480 v20863087	v236481 v20863088	v236478 v20863085	v236483 v20863090	v236484 v20863091	v236485 v20863092	v236482 v20863089	v236477 v20863084
millions de dollars									
1990									
I	45 988	21 331	3 373	70 693	32 638	86 281	9 393	128 313	199 005
II	46 772	21 511	3 754	72 037	33 170	93 544	9 412	136 127	208 164
III	48 698	21 474	3 273	73 445	35 993	95 544	9 411	140 948	214 393
IV	49 305	20 660	3 324	73 289	36 609	95 818	9 713	142 141	215 429
1991									
I	49 024	19 253	1 923	70 200	37 672	95 279	9 992	142 943	213 143
II	49 648	18 416	1 773	69 837	37 648	89 446	10 253	137 348	207 185
III	50 034	18 262	1 556	69 852	37 523	88 845	10 366	136 733	206 585
IV	51 173	17 644	1 540	70 357	39 031	92 600	10 622	142 253	212 611
1992									
I	51 164	17 727	1 531	70 422	40 426	90 488	10 440	141 353	211 776
II	53 217	17 583	2 607	73 406	41 437	94 307	10 724	146 468	219 874
III	57 269	17 225	2 613	77 108	43 397	99 615	11 278	154 290	231 398
IV	57 647	17 901	3 192	78 740	45 211	96 133	11 313	152 658	231 398
1993									
I	57 925	18 975	2 314	79 214	44 649	85 725	11 731	142 105	221 319
II	60 008	20 379	2 331	82 718	44 934	82 541	12 084	139 559	222 277
III	64 488	22 415	1 708	88 611	45 591	86 413	12 504	144 508	233 119
IV	64 231	23 415	1 910	89 556	44 455	91 034	11 964	147 453	237 009
1994									
I	71 624	26 212	3 229	101 066	43 859	95 947	12 513	152 319	253 385
II	70 542	27 896	2 592	101 030	42 510	104 829	12 982	160 321	261 351
III	69 406	30 036	1 229	100 670	40 977	102 029	13 097	156 103	256 773
IV	71 004	30 863	1 819	103 686	40 221	117 402	13 374	170 997	274 683
1995									
I	73 951	32 033	3 658	109 641	40 388	126 735	14 346	181 469	291 110
II	75 640	33 482	3 401	112 524	41 438	115 976	14 200	171 614	284 137
III	77 272	35 022	2 080	114 373	41 588	103 407	14 686	159 681	274 054
IV	81 845	37 092	3 041	121 978	45 142	108 854	14 447	168 443	290 422
1996									
I	83 467	39 527	3 768	126 763	45 614	106 409	14 412	166 435	293 197
II	86 830	43 520	3 167	133 517	49 031	108 636	14 700	172 367	305 884
III	87 686	44 871	3 733	136 290	48 707	107 971	13 804	170 481	306 771
IV	89 954	47 301	4 371	141 627	48 047	126 668	13 801	188 517	330 144
1997									
I	92 891	47 111	5 401	145 403	51 670	145 709	14 876	212 255	357 658
II	95 546	47 651	4 768	147 966	56 038	147 272	15 439	218 748	366 714
III	97 511	49 494	5 493	152 498	55 770	137 738	15 383	208 891	361 389
IV	107 450	51 402	7 906	166 758	49 611	165 237	15 020	229 868	396 626
1998									
I	109 695	54 376	9 054	173 126	50 135	171 165	15 059	236 358	409 484
II	120 492	57 229	7 870	185 591	55 340	164 505	15 829	235 674	421 265
III	130 579	61 297	7 312	199 188	57 124	170 688	15 882	243 693	442 881
IV	134 366	64 344	8 152	206 861	53 145	180 611	15 555	249 311	456 172
1999									
I	137 256	63 793	6 595	207 644	53 473	162 259	17 304	233 035	440 679
II	137 825	66 587	5 179	209 591	52 188	140 937	17 722	210 846	420 437
III	139 564	68 250	3 771	211 586	54 190	144 794	17 688	216 672	428 258
IV	134 341	69 070	4 038	207 450	54 763	144 519	17 466	216 747	424 197
2000									
I	134 911	78 241	5 140	218 293	55 576	142 064	18 456	216 096	434 389
II	135 361	83 403	4 146	222 910	57 172	148 101	18 636	223 909	446 819
III	138 742	87 812	3 583	230 137	58 252	144 480	18 924	221 656	451 793
IV	136 684	87 011	5 219	228 913	58 670	147 684	18 334	224 688	453 601
2001									
I	150 270	86 723	3 089	240 082	54 025	166 731	17 953	238 710	478 792
II	154 184	76 478	3 722	234 384	55 752	154 009	18 819	228 580	462 964
III	166 314	75 478	3 611	245 403	60 001	172 620	18 961	251 582	496 985
IV	189 621	74 128	3 632	267 381	53 756	180 982	18 900	253 638	521 019
2002 P									
I	195 416	72 867	3 683	271 966	55 848	188 626	19 325	263 800	535 765
II	192 876	74 754	3 457	271 087	51 735	183 563	19 017	254 314	525 401
III	201 274	72 891	3 908	278 073	55 858	196 415	19 211	271 484	549 557
IV	195 649	73 677	5 111	274 437	56 681	194 335	19 432	270 448	544 885
2003 P									
I	187 939	73 552	5 055	266 546	56 254	197 403	19 432	273 089	539 635

Voir notes techniques.

Tableau 19-11

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada - Total, tous les secteurs

Année	Total, tous les secteurs								
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total
	Obligations	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total	
VectorID (Annuel) VectorID (Trimestriel)	v21113622 v21113614	v21113623 v21113615	v21113624 v21113616	v21113621 v21113613	v21113626 v21113618	v21113627 v21113619	v21113628 v21113620	v21113625 v21113617	v236441 v20863025
millions de dollars									
1990									
I	173 009	21 331	21 026	215 367	35 986	86 828	13 280	135 547	350 913
II	176 225	21 511	21 770	219 505	36 470	93 897	13 372	143 386	362 892
III	182 723	21 474	23 903	228 101	39 483	95 996	13 437	148 464	376 565
IV	188 135	20 660	26 402	235 198	40 063	96 099	14 136	150 298	385 496
1991									
I	193 574	19 253	23 887	236 714	40 971	95 726	14 280	150 530	387 245
II	197 046	18 416	24 802	240 264	40 881	89 915	14 440	144 767	385 031
III	204 629	18 262	28 100	250 991	40 651	89 350	14 357	143 853	394 844
IV	215 555	17 644	30 534	263 733	42 375	93 035	14 933	150 342	414 076
1992									
I	219 102	17 727	35 376	272 206	43 772	90 837	14 827	149 087	421 293
II	230 816	17 583	37 060	285 459	44 892	94 892	15 042	154 241	439 699
III	243 511	17 225	33 483	294 219	46 955	100 036	15 567	162 136	456 356
IV	244 176	17 901	36 104	298 181	48 321	96 504	15 711	160 537	458 718
1993									
I	267 880	18 975	37 119	323 974	48 050	86 001	16 018	149 793	473 767
II	272 802	20 379	41 675	334 855	48 297	82 843	16 165	147 003	481 859
III	290 262	22 415	41 502	354 179	49 043	86 641	16 555	152 011	506 190
IV	284 140	23 415	45 901	353 456	47 588	91 379	16 091	155 058	508 514
1994									
I	306 650	26 212	47 272	380 135	47 428	96 329	16 682	160 057	540 192
II	311 509	27 896	54 618	394 023	46 197	105 212	17 155	168 181	562 203
III	316 890	30 036	44 131	391 056	45 095	102 350	17 087	164 211	555 267
IV	316 871	30 863	47 529	395 262	44 654	117 878	17 592	180 124	575 387
1995									
I	326 829	32 033	53 579	412 440	45 261	127 597	18 233	190 229	602 669
II	332 238	33 482	49 871	415 591	46 285	116 577	17 942	180 204	595 794
III	335 526	35 022	48 975	419 523	45 590	104 128	18 246	167 243	586 766
IV	341 698	37 092	44 113	422 903	48 812	109 308	18 266	176 386	599 289
1996									
I	340 011	39 527	51 435	430 973	49 149	106 679	18 070	173 628	604 601
II	346 663	43 520	43 896	434 079	52 170	108 866	18 297	179 103	613 182
III	347 276	44 871	44 130	436 277	51 799	108 147	17 275	177 045	613 322
IV	357 852	47 301	38 134	443 287	51 045	126 836	17 207	195 088	638 375
1997									
I	356 115	47 111	41 823	445 050	54 424	145 910	18 300	218 433	663 483
II	361 048	47 651	35 422	444 121	58 493	147 387	18 832	224 596	668 717
III	366 190	49 494	35 325	451 009	58 046	137 869	18 738	214 522	665 530
IV	367 898	51 402	40 501	459 801	51 676	165 357	18 596	235 629	695 430
1998									
I	369 934	54 376	40 783	465 093	52 141	171 279	18 474	241 780	706 873
II	380 833	57 229	36 741	474 803	57 129	164 642	19 117	240 750	715 553
III	394 433	61 297	39 522	495 252	59 037	170 785	19 086	248 811	744 063
IV	405 772	64 344	41 269	511 384	55 402	180 685	19 148	255 235	766 619
1999									
I	397 012	63 793	35 515	496 320	55 586	162 326	20 669	238 514	734 835
II	392 132	66 587	30 965	489 683	54 194	141 074	21 081	216 211	705 895
III	394 530	68 250	28 461	491 242	56 464	144 856	20 815	222 073	713 315
IV	389 392	69 070	27 675	486 138	57 002	144 757	20 564	222 085	708 223
2000									
I	379 707	78 241	30 712	488 661	57 799	142 153	21 567	221 430	710 091
II	379 003	83 403	28 445	490 851	59 380	148 264	21 596	229 078	719 929
III	376 464	87 812	24 987	489 263	60 313	144 559	21 824	226 618	715 881
IV	371 845	87 011	27 961	486 817	60 629	147 751	21 365	229 678	716 496
2001									
I	389 292	86 723	23 251	499 266	55 903	166 824	21 197	243 831	743 096
II	384 404	76 478	23 197	484 079	57 569	154 115	21 706	233 284	717 363
III	400 827	75 478	19 470	495 774	61 983	172 674	22 067	256 670	752 444
IV	421 351	74 128	21 463	516 943	55 549	181 055	21 811	258 342	775 284
2002 P									
I	427 891	72 867	22 771	523 528	57 483	188 690	22 318	268 427	791 955
II	420 117	74 754	22 880	517 751	53 459	183 677	21 932	258 954	776 704
III	439 275	72 891	21 294	533 460	57 631	196 493	22 106	276 152	809 612
IV	443 676	73 677	25 189	542 542	58 487	194 512	22 400	275 222	817 764
2003 P									
I	432 095	73 552	23 981	529 629	57 735	197 460	22 122	277 260	806 889

Voir notes techniques.

Tableau 22-1

Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni - Actif

Année	Actif										Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille			Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs	Total	
					Prêts	Provisions					
VectorID	v235450	v235452	v235453	v235467	v235455	v235451	v235456	v235454	v235457	v235468	v235449
	millions de dollars										
1990	13 527	841	2 378	3 219	1 062	-234	6 842	7	1 871	9 548	26 294
1991	15 262	1 179	2 911	4 090	855	-156	7 472	3	2 050	10 224	29 575
1992	12 271	833	3 262	4 095	826	-123	6 683	7	2 213	9 606	25 971
1993	12 907	1 906	3 919	5 825	902	-168	6 461	3	2 491	9 689	28 421
1994	15 038	2 917	5 165	8 082	806	-139	10 474	4	2 676	13 821	36 941
1995	16 412	3 526	5 752	9 278	3 734	-136	12 187	3	2 170	17 959	43 649
1996	17 825	3 312	8 385	11 697	6 047	-143	18 589	4	2 017	26 514	56 036
1997	22 722	910	12 680	13 590	9 131	-83	19 230	5	2 052	30 336	66 648
1998	24 956	1 204	14 641	15 845	3 818	-62	15 354	6	1 568	20 684	61 485
1999	25 686	1 461	16 691	18 153	4 606	-68	17 238	4	1 647	23 427	67 266
2000	35 164	1 303	19 209	20 513	4 660	-40	17 324	6	1 712	23 663	79 339
2001	39 742	1 901	22 061	23 962	9 106	-10	26 593	6	2 675	38 370	102 074
2002 ^P	45 241	1 914	24 663	26 577	10 797	-7	25 629	8	3 012	39 439	111 257

Voir notes techniques.

Tableau 22-2

Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni - Passif

Année	Passif									Bilan net des investissements internationaux du Canada	
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille			Autres investissements				Total du passif		
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs			
											Total
VectorID	v235459	v235460	v235461	v235463	v235469	v235462	v235464	v235465	v235470	v235458	v235466
	millions de dollars										
1990	17 185	14 558	759	1 586	16 903	6 152	13 367	290	19 810	53 897	-27 603
1991	16 224	21 502	683	4 617	26 801	6 915	11 015	290	18 221	61 246	-31 670
1992	16 799	19 247	497	4 420	24 164	10 200	13 187	261	23 647	64 611	-38 639
1993	15 872	26 371	357	5 773	32 501	9 210	17 888	280	27 378	75 751	-47 330
1994	14 693	27 449	609	8 525	36 582	6 543	21 421	288	28 252	79 527	-42 586
1995	14 097	33 598	597	9 778	43 973	7 590	20 154	276	28 020	86 090	-42 441
1996	14 292	35 118	710	4 819	40 646	8 449	20 389	202	29 040	83 977	-27 942
1997	15 748	34 888	790	4 072	39 749	9 024	28 035	205	37 263	92 761	-26 113
1998	17 042	37 705	723	5 781	44 209	11 732	31 914	261	43 907	105 159	-43 674
1999	15 279	37 024	1 023	4 765	42 812	11 838	29 303	247	41 388	99 479	-32 213
2000	23 184	38 424	2 283	3 220	43 927	14 213	30 174	218	44 604	111 715	-32 376
2001	25 204	44 082	2 414	2 785	49 281	11 308	42 907	248	54 463	128 948	-26 874
2002 ^P	26 273	51 052	1 365	3 869	56 287	16 115	39 920	272	56 306	138 866	-27 609

Voir notes techniques.

Tableau 23-1

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne - Actif

Année	Actif										Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille			Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs	Total	
					Prêts	Provisions					
VectorID	v235494	v235496	v235497	v235511	v235499	v235495	v235500	v235498	v235501	v235512	v235493
	millions de dollars										
1990	7 098	197	1 289	1 486	444	-196	4 918	87	1 961	7 213	15 798
1991	8 505	369	1 443	1 812	530	-114	5 080	44	1 983	7 523	17 840
1992	9 071	280	1 536	1 816	751	-107	5 013	92	1 904	7 653	18 540
1993	11 478	1 001	1 958	2 959	943	-91	4 272	5	2 122	7 250	21 687
1994	15 620	1 247	2 919	4 166	1 330	-42	6 363	6	2 330	9 987	29 773
1995	18 106	1 170	4 015	5 185	1 571	-22	6 262	814	2 624	11 249	34 541
1996	19 192	1 137	5 446	6 583	1 611	-20	8 680	1 216	2 475	13 962	39 737
1997	22 416	2 248	15 550	17 798	2 182	-11	8 359	766	2 255	13 552	53 766
1998	29 149	3 484	21 255	24 739	1 898	-7	6 262	1 421	2 005	11 579	65 466
1999	28 384	3 222	26 738	29 960	1 892	-3	5 496	2 538	2 010	11 933	70 276
2000	39 162	5 058	31 205	36 263	2 844	-4	7 525	6 991	2 140	19 496	94 921
2001	41 607	4 583	32 881	37 464	1 557	-7	8 784	6 116	2 552	19 002	98 073
2002 ^P	54 612	4 976	35 304	40 280	1 136	-6	5 807	5 109	2 484	14 529	109 422

Voir notes techniques.

Tableau 23-2

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne - Passif

Année	Passif									Bilan net des investissements internationaux du Canada	
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements					
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
											Total du passif
VectorID	v235503	v235504	v235505	v235507	v235513	v235506	v235508	v235509	v235514	v235502	v235510
	millions de dollars										
1990	14 339	28 234	402	2 242	30 878	3 933	7 244	1 215	12 391	57 608	-41 810
1991	14 908	33 165	358	1 675	35 198	4 601	6 640	1 164	12 405	62 511	-44 670
1992	15 056	35 444	394	1 661	37 498	5 417	7 156	1 341	13 915	66 469	-47 929
1993	15 732	41 315	395	2 558	44 268	4 775	6 721	956	12 452	72 453	-50 765
1994	16 824	49 104	533	2 040	51 676	4 798	8 541	763	14 102	82 602	-52 830
1995	21 778	50 012	521	1 819	52 353	4 839	7 309	944	13 092	87 223	-52 683
1996	24 406	49 211	569	1 922	51 702	4 289	6 230	1 029	11 547	87 655	-47 918
1997	25 508	48 051	607	3 628	52 286	4 225	4 964	970	10 160	87 954	-34 188
1998	31 126	59 655	1 081	3 462	64 198	4 184	5 769	571	10 525	105 848	-40 382
1999	36 341	54 559	1 157	2 302	58 018	2 606	5 817	950	9 373	103 732	-33 455
2000	63 240	48 569	444	1 544	50 557	3 368	5 469	1 081	9 918	123 715	-28 794
2001	65 954	51 872	1 248	1 198	54 318	1 714	6 938	1 050	9 702	129 974	-31 900
2002 ^P	67 700	54 090	887	1 269	56 247	1 209	7 984	1 037	10 230	134 177	-24 755

Voir notes techniques.

Tableau 24-1

Bilan des investissements internationaux avec le Japon - Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille			Autres investissements							Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs	Total		
					Prêts	Provisions						
VectorID	v235516	v235518	v235519	v235533	v235521	v235517	v235522	v235520	v235523	v235534	v235515	
	millions de dollars											
1990	917	155	730	885	93	0	1 258	1	341	1 693	3 495	
1991	2 182	107	1 154	1 261	82	0	980	2	358	1 421	4 865	
1992	2 521	402	1 350	1 752	151	0	628	3	365	1 146	5 419	
1993	2 845	462	2 134	2 596	253	0	758	4	410	1 424	6 865	
1994	3 485	615	3 571	4 186	304	0	894	0	405	1 604	9 275	
1995	2 739	1 064	4 617	5 681	247	0	1 730	0	737	2 713	11 133	
1996	2 676	2 368	5 309	7 677	160	0	820	0	390	1 369	11 722	
1997	2 985	430	6 266	6 697	146	0	1 535	0	466	2 147	11 828	
1998	3 268	467	8 166	8 632	708	0	4 593	0	1 151	6 453	18 353	
1999	3 853	642	16 104	16 746	523	0	2 088	0	1 159	3 771	24 370	
2000	5 664	335	13 129	13 464	764	0	289	0	1 123	2 176	21 304	
2001	7 033	711	14 008	14 719	920	0	2 574	0	984	4 477	26 229	
2002 ^P	9 203	383	13 604	13 986	374	0	3 363	0	753	4 490	27 679	

Voir notes techniques.

Tableau 24-2

Bilan des investissements internationaux avec le Japon - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
VectorID	v235525	v235526	v235527	v235529	v235535	v235528	v235530	v235531	v235536	v235524	v235532
	millions de dollars										
1990	5 222	44 063	88	900	45 051	5 928	1 996	729	8 653	58 926	-55 431
1991	5 596	45 047	46	2 068	47 161	6 241	1 623	723	8 587	61 344	-56 479
1992	5 962	50 269	41	733	51 042	6 325	1 204	907	8 436	65 440	-60 021
1993	6 249	47 906	38	361	48 306	6 075	939	830	7 843	62 398	-55 533
1994	6 587	45 455	117	217	45 789	7 480	894	885	9 259	61 635	-52 360
1995	6 987	44 464	108	10	44 582	6 555	849	878	8 283	59 852	-48 719
1996	7 873	46 160	107	651	46 918	6 275	1 299	676	8 250	63 040	-51 318
1997	7 990	45 366	108	124	45 598	5 025	1 336	502	6 862	60 450	-48 622
1998	8 393	45 021	128	8	45 158	5 229	1 332	502	7 063	60 613	-42 260
1999	8 270	41 313	20	43	41 376	4 986	1 082	559	6 627	56 272	-31 902
2000	8 126	35 907	39	198	36 144	4 456	1 074	537	6 067	50 336	-29 033
2001	7 909	34 163	28	23	34 213	4 209	2 399	524	7 133	49 255	-23 026
2002 ^P	8 600	31 946	23	32	32 002	4 064	1 733	570	6 367	46 969	-19 290

Voir notes techniques.

Tableau 25-1

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - Actif

Année	Actif										Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille			Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs	Total	
					Prêts	Provisions					
VectorID	v235538	v235540	v235541	v235555	v235543	v235539	v235544	v235542	v235545	v235556	v235537
	millions de dollars										
1990	3 996	96	575	671	465	0	3 227	104	540	4 336	9 003
1991	3 548	174	624	798	489	0	3 692	81	559	4 821	9 166
1992	3 957	126	696	822	446	0	4 184	44	639	5 313	10 092
1993	4 355	101	826	927	546	0	3 075	1	896	4 519	9 801
1994	6 635	132	1 208	1 340	1 614	0	3 667	1	2 137	7 419	15 394
1995	7 166	172	1 986	2 158	1 296	0	3 370	1	2 174	6 841	16 165
1996	8 392	124	2 412	2 536	1 359	0	3 461	2	2 254	7 077	18 004
1997	9 284	1 702	6 454	8 156	1 949	0	3 847	1	1 961	7 757	25 197
1998	11 579	2 493	6 939	9 432	2 709	0	4 435	2	2 102	9 247	30 258
1999	12 381	1 852	7 860	9 712	1 389	0	4 425	2	1 665	7 481	29 574
2000	17 407	1 752	9 004	10 755	3 253	0	4 638	2	2 106	10 000	38 163
2001	25 904	2 127	10 895	13 021	5 843	0	4 468	1	1 944	12 255	51 181
2002 ^P	33 815	2 296	13 193	15 489	8 095	0	4 815	1	1 478	14 389	63 694

Voir notes techniques.

Tableau 25-2

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) - Passif

Année	Passif									Bilan net des investissements internationaux du Canada	
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille			Autres investissements						
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
											Total du passif
VectorID	v235547	v235548	v235549	v235551	v235557	v235550	v235552	v235553	v235558	v235546	v235554
	millions de dollars										
1990	5 871	32 286	330	3 977	36 592	1 740	7 564	766	10 070	52 533	-43 530
1991	6 803	33 290	355	4 055	37 700	1 453	8 856	763	11 072	55 575	-46 409
1992	6 913	32 797	324	2 684	35 806	1 339	8 228	710	10 277	52 995	-42 903
1993	7 312	33 811	302	4 132	38 245	1 221	7 719	720	9 660	55 217	-45 416
1994	7 989	37 192	285	5 885	43 361	980	8 487	709	10 176	61 526	-46 132
1995	5 827	38 454	275	4 101	42 829	847	6 816	1 006	8 670	57 327	-41 162
1996	6 748	33 558	796	2 495	36 849	739	6 343	1 000	8 082	51 680	-33 676
1997	8 860	30 564	692	3 414	34 670	1 186	8 058	998	10 242	53 773	-28 575
1998	8 958	34 194	340	3 904	38 439	953	7 232	693	8 877	56 273	-26 015
1999	10 115	31 141	227	1 991	33 360	1 007	4 252	765	6 023	49 498	-19 924
2000	13 050	26 794	2 246	1 771	30 811	772	4 461	747	5 979	49 840	-11 678
2001	10 799	23 822	2 343	915	27 081	549	5 295	895	6 739	44 619	6 563
2002 ^P	10 833	23 118	2 902	1 701	27 721	174	6 229	864	7 266	45 819	17 875

Voir notes techniques.

Tableau 26-1

Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays - Actif

Année	Actif											
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille			Autres investissements							Total de l'actif
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs	Total		
					Prêts	Provisions						
VectorID	v235560	v235562	v235563	v235577	v235565	v235561	v235566	v235564	v235567	v235578	v235559	
	millions de dollars											
1990	12 815	1 477	974	2 451	20 020	-12 355	22 910	11 211	17 088	58 875	74 141	
1991	16 192	1 531	1 300	2 831	20 168	-11 283	12 659	9 718	20 259	51 520	70 543	
1992	19 370	1 291	1 716	3 007	22 823	-11 547	13 345	5 827	24 496	54 944	77 321	
1993	23 165	1 370	3 445	4 815	23 577	-11 728	15 851	4 554	29 055	61 308	89 287	
1994	27 551	1 549	5 483	7 032	22 807	-11 537	21 630	4 331	32 085	69 315	103 898	
1995	32 251	1 683	6 523	8 206	22 150	-11 248	22 100	5 057	33 382	71 440	111 897	
1996	39 215	1 788	9 123	10 911	22 553	-10 773	23 202	5 478	25 561	66 020	116 146	
1997	50 493	4 506	8 307	12 813	29 815	-9 910	31 145	6 560	30 193	87 803	151 109	
1998	60 691	4 642	8 048	12 690	27 942	-10 596	42 432	13 736	34 563	108 078	181 459	
1999	68 651	5 855	10 291	16 146	28 586	-10 780	24 437	15 552	32 620	90 414	175 212	
2000	77 914	5 675	9 826	15 501	27 157	-10 873	22 766	17 078	33 529	89 658	183 072	
2001	86 582	5 680	11 296	16 975	25 710	-11 805	23 463	24 415	34 261	96 044	199 601	
2002 ^P	87 156	6 124	8 585	14 709	22 844	-11 946	19 101	30 628	33 707	94 334	196 199	

Voir notes techniques.

Tableau 26-2

Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays - Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
VectorID	v235569	v235570	v235571	v235573	v235579	v235572	v235574	v235575	v235580	v235568	v235576
	millions de dollars										
1990	4 227	10 542	588	7 411	18 542	6 861	26 692	6 177	39 731	62 500	11 641
1991	5 308	14 462	245	7 031	21 738	7 346	27 021	6 466	40 833	67 879	2 665
1992	5 027	16 755	329	7 817	24 902	9 012	26 075	6 950	42 037	71 966	5 355
1993	5 727	18 810	497	11 561	30 869	9 712	24 828	7 441	41 981	78 576	10 711
1994	5 873	25 241	730	11 465	37 437	8 685	31 144	7 835	47 663	90 973	12 925
1995	6 529	28 667	778	10 165	39 609	11 232	30 496	8 060	49 788	95 926	15 972
1996	6 865	27 993	828	7 567	36 389	11 673	32 814	7 890	52 377	95 630	20 516
1997	7 193	29 156	945	5 115	35 216	12 181	40 479	8 331	60 990	103 398	47 711
1998	6 978	34 063	832	5 120	40 015	13 390	38 955	8 713	61 058	108 051	73 408
1999	6 514	30 561	1 288	2 640	34 489	16 061	36 103	8 588	60 753	101 756	73 456
2000	8 121	27 026	2 118	4 131	33 275	15 473	33 751	8 857	58 082	99 478	83 594
2001	9 543	22 946	2 277	2 961	28 185	15 706	33 649	8 819	58 174	95 901	103 701
2002 ^P	11 652	22 710	2 357	3 874	28 941	15 255	33 537	9 221	58 013	98 606	97 592

Voir notes techniques.

Notes techniques

Actif

Investissements directs canadiens à l'étranger

Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans Autres actifs et Autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans Dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les canadiennes à part entière de sociétés étrangères. L'avoir des actionnaires comprend les comptes avec la maison mère des succursales. Les bénéfices représentent les données estimées des flux et des bénéfices réinvestis.

Avoir des actionnaires

Comprend les comptes avec le siège social des succursales.

Bénéfices

Ces données représentent les données estimées des flux et des bénéfices réinvestis.

Prêts

Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans Dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans Obligations canadiennes.

Dépôts

Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous Prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous Autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans Prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans Autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.

Autres actifs

Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans Investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans Dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants.

Passif

Investissements directs étrangers au Canada

Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans Autres actifs et Autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans Obligations et Actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans Autres passifs; et à partir de 1970, dans Emprunts des engagements. Comprennent à partir de 1964 une addition de 400 sociétés à la couverture. L'avoir des actionnaires comprend les comptes avec la maison mère des succursales. Les bénéfices représentent les données estimées des flux et des bénéfices réinvestis.

Avoir des actionnaires

Comprend les comptes avec le siège social des succursales.

Bénéfices

Ces données représentent les données estimées des flux et des bénéfices réinvestis.

Obligations canadiennes de portefeuille

Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/la prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1 \$US = 1 \$CAN, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence.

Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans Prêts de l'actif et Emprunts du passif.

Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises.

Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

Emprunts

Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans Obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous Autres passifs.

Dépôts

Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans Dépôts de l'actif.

Autres passifs

Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans Emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans Emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans Investissements directs.

Détails des régions et des industries

Autres pays de l'UE

Comprennent la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Allemagne et, à partir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Autres pays de l'OCDE

Comprennent l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995, la république Tchèque; à partir de mai 1996, la Hongrie; à partir de novembre 1996, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001, la Slovaquie et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Services et commerce de détail

Comprennent les services de transport; les services généraux aux entreprises; les services gouvernementaux; les services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; les services d'hébergement, de restauration et de divertissement; le commerce de détail des aliments; et les biens et services de consommation.

Autres industries

Comprennent les aliments, boissons et tabac; les industries chimiques et textiles; les produits électriques et électroniques; la construction et activités connexes; et les communications.

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle

Les données trimestrielles du *Bilan des investissements internationaux du Canada* ont été produites à partir de 1990. La méthodologie utilisée dans l'élaboration de ces séries est résumée comme suit :

Investissement direct

Les enquêtes annuelles sur la valeur comptable de l'investissement direct représentent la base des estimations repères pour les bilans de fin d'exercice de 1989 à 2001. Les bilans trimestriels entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable. Ces flux comprennent les gains réinvestis.

Placements de portefeuille

Actif : l'Enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens sert de repère pour les bilans annuels à la valeur marchande qui sont convertis aux valeurs comptables à l'aide du ratio prix/valeur comptable. Les bilans trimestriels entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable.

Passif : On utilise un système détaillé pour traiter les données sur les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire. Les bilans sont calculés de manière ponctuelle et peuvent être automatiquement produits tous les trois mois. Les bilans trimestriels des avoirs canadiens sont calculés à l'aide des flux trimestriels ajustés selon le ration valeur marchande/valeur comptable.

Autres investissements

Les emprunts en circulation accordés par les banques et les administrations sont disponibles tous les trois mois. Les prêts d'autres sociétés proviennent des enquêtes annuelles et des flux trimestriels. Les dépôts sont également disponibles auprès des banques tous les trois mois. Les avoirs de réserve internationaux officiels sont disponibles tous les mois. Les autres comptes divers sont basés sur les enquêtes annuelles ajustées en fonction des bilans trimestriels à l'aide des flux trimestriels.

Fluctuations des devises

De plus, les positions courantes pour tous les comptes exprimés en devise étrangère sont réévaluées tous les trimestres de façon à refléter les changements aux taux de change.

Notes statistiques

Ces notes suivent en principe la structure et le contenu des sources et méthodes les plus récentes pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux¹.

Bilan des investissements internationaux

Cadre conceptuel

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de la position de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents en fin d'exercice. On dresse le bilan canadien en suivant les normes et les conventions internationales exposées dans la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* (1993) du Fonds monétaire international (FMI). Ce cadre de normalisation est le fruit de vastes consultations avec un groupe de spécialistes de la balance des paiements au sein duquel Statistique Canada a une présence active. L'uniformité des concepts entre les pays et l'application de normes et de conventions communes améliorent la comparabilité des comptes du bilan des investissements internationaux, ce qui constitue un avantage important pour les utilisateurs de données en cette ère de mondialisation².

L'actif financier canadien est l'actif appartenant aux résidents du Canada. Il représente de futurs avantages économiques à recevoir des non-résidents. C'est là un réservoir de valeur qui, à la différence de la plupart des éléments d'actif non financier, n'est pas directement exploité dans l'activité de production, étant plutôt transformable en espèces ou en d'autres instruments financiers. Il découle des opérations passées en instruments financiers avec les non-résidents du Canada.

Le passif financier canadien représente les engagements contractés envers les non-résidents qui résultent des opérations passées en instruments financiers avec ces derniers et [...] dont le règlement pourra nécessiter le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques³.

La désignation «passif financier» ne convient guère dans la mesure où les émissions d'actions canadiennes s'ajoutent aux émissions d'obligations et autres créances canadiennes.

La différence entre le total de l'actif et le total du passif est ce que l'on appelle la position nette au bilan des investissements internationaux. En d'autres termes, la position nette est le solde de ce que possède le Canada des non-résidents (actif

1. *La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits*, produit no 67-506-XPf au catalogue de Statistique Canada. Adresse Internet : www.statcan.ca/francais/freepub/67-506-XIF/free_f.htm

2. Les états du bilan des investissements internationaux des divers pays figurent dans le *Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook*, Washington, DC, Fonds monétaire international.

3. *Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA*, Toronto, Institut canadien des comptables agréés, décembre 1997, 1000.35.

extérieur) et de ce qu'il doit aux non-résidents (passif extérieur). Dans son histoire, le Canada a eu et a encore moins d'actifs que de passifs avec les non-résidents, d'où une position nette d'engagements internationaux.

Nature de l'actif et du passif financiers

Il y a trois catégories d'actif et de passif financiers dans le bilan des investissements internationaux : position d'investissements directs, la position d'investissements de portefeuille et la position d'autres investissements. Ces trois catégories sont largement représentatives de la nature des opérations d'investissement avec d'autres pays. S'il y a investissement direct, c'est que l'investisseur résident d'un pays exerce une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Il s'agit donc d'investissements où cette influence appréciable peut même devenir un intérêt de contrôle. Dans le cas des investissements de portefeuille, l'investisseur en instruments financiers n'exerce pas d'influence appréciable sur l'émetteur non résident de ces instruments. Ainsi en est-il aussi des autres investissements où il n'y a pas d'influence de la part de l'investisseur, mais où, à la différence de la catégorie des investissements de portefeuille, il n'y a généralement pas de marché où s'échangent les instruments de ces autres investissements.

Évaluation de l'actif et du passif extérieurs

Les comptes du bilan des investissements internationaux sont évalués à la valeur au livre des entreprises dans lesquelles l'investissement est fait (principe du débiteur). Cette pratique n'est pas conforme aux normes internationales, qui requièrent que le bilan soit établi à la valeur du marché.

La comptabilisation des investissements directs au prix du marché présenterait de grandes difficultés, puisque les entreprises ne se reportent généralement pas au prix du marché pour comptabiliser leurs investissements dans des filiales et d'autres entités liées, leurs livres étant la source des données de calcul des investissements directs. C'est ce que reconnaissent les normes internationales.

Il n'est pas toujours possible d'appliquer le principe énoncé ci-dessus parce que les réévaluations ne sont pas effectuées régulièrement. Par exemple, la valeur comptable portée au bilan est souvent le seul moyen de mesure disponible pour les investissements directs. Elle peut correspondre au coût d'origine, à une évaluation plus récente ou à la valeur courante⁴.

Quant aux investissements de portefeuille, les statistiques canadiennes fournissent l'évaluation au prix du marché de certains de ces investissements comme données d'appoint aux données des séries officielles. Signalons enfin que l'évaluation des autres investissements peut être considérée à toutes fins utiles comme une évaluation au prix du marché. Somme toute, les statistiques canadiennes sont disponibles au prix du marché, sauf dans le cas des investissements directs.

Les valeurs de comptabilisation de l'actif et du passif du Canada changent de période en période à cause des opérations et des variations d'évaluation. Un grand facteur de variation est le taux de change, car on convertit les éléments libellés en devises en se reportant au taux de clôture à la fin de la période de référence. Un autre facteur est la différence entre le prix d'une opération et la valeur de comptabilisation au bilan de la créance qui résulte de cette opération.

4. *Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, (5e édition, Publication Services, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, ÉTATS-UNIS, 1993), alinéa 108, p. 29.*

Comme les positions ne sont pas actuellement réévaluées au prix du marché, les variations d'évaluation autre que celles dues aux taux de change s'expliquent par les variations entre valeurs transactionnelles et valeurs comptables, les réévaluations à la hausse et à la baisse ainsi que les reclassements. Un exemple de reclassement serait celui de comptabiliser initialement des actions ordinaires comme investissement de portefeuille, puis comme investissement direct lorsque la participation a été portée à 10 % et plus du capital-actions.

Liens avec d'autres systèmes statistiques

Liens avec la balance des paiements

Il existe un lien direct entre les opérations financières de la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux⁵. Les opérations financières avec les non-résidents font augmenter ou diminuer le bilan des investissements avec le reste du monde. Ainsi, l'acquisition de nouveaux avoirs étrangers accroît l'actif au bilan et le remboursement d'engagements extérieurs décroît le passif au bilan. Si tous les flux financiers ont un effet sur ce bilan, on doit dire que les variations de ce dernier ne tiennent pas toutes à des flux financiers. La valeur de l'actif et du passif peut changer à cause des fluctuations des changes ou d'autres réévaluations ou reclassements. Bref, si seules les opérations avec les non-résidents figurent dans la balance des paiements, l'actif et le passif extérieurs traduisent aussi bien les opérations avec les non-résidents que les changements d'évaluation.

Les liens entre le solde du compte courant et le bilan des investissements internationaux passent par le compte capital et financier.

Le solde net du compte capital et financier équivaut à celui du compte courant, mais en inversion de signe.

La position nette des investissements internationaux est le résultat d'une accumulation au fil du temps du compte capital et financier, mais en inversion de signe.

Par conséquent, l'accumulation au fil du temps du compte courant est équivalente au bilan des investissements internationaux.

Toutefois, à cause des changements d'évaluation et d'autres changements qui se trouvent dans le bilan mais non dans les opérations, on ne peut toutefois établir de correspondance parfaite entre les déficits accumulés par le Canada au compte courant et la position nette au bilan des investissements internationaux.

Liens avec le bilan national

Dans le Système de comptabilité nationale du Canada, on dresse un bilan national pour les trois secteurs de l'économie, c'est à-dire les particuliers et les entreprises individuelles, les sociétés et les administrations publiques. Les opérations de ces trois secteurs avec les non-résidents appartiennent à un quatrième secteur, soit le reste du monde. Le dernier secteur correspond en fait au bilan des

5. Il convient de noter que les opérations en actifs non financiers non produits devraient influencer sur le bilan, quoique les normes internationales ne décrivent pas le lien entre les opérations en capital sur ces actifs et ce même bilan. Dans les séries canadiennes, les opérations en actifs non financiers non produits n'ont pas été assez importantes jusqu'ici pour justifier leur inclusion au bilan. On propose de classer dans «autres investissements» l'actif et le passif au chapitre de ces opérations (voir chapitre 19, «Application des normes internationales»). La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits.

investissements internationaux à deux différences près. D'abord, les comptes extérieurs du bilan national sont présentés du point de vue des non-résidents dans la comptabilité nationale et du point de vue des résidents dans le bilan des investissements internationaux. Ensuite, l'actif et le passif financiers extérieurs du bilan national sont présentés par instrument dans la comptabilité nationale et principalement par fonction dans le bilan des investissements internationaux. On peut également relever de légères différences de classement, car les intérêts à payer sur les obligations seront, par exemple, classés sous «obligations» dans le bilan des investissements internationaux et sous «autres actifs ou autres passifs» dans les flux financiers. Ces différences s'annulent cependant pour l'ensemble de l'actif et du passif. Somme toute, on peut dire qu'il y a concordance parfaite entre les données des deux états.

Interprétation du bilan des investissements internationaux

Interprétation comptable

Le bilan des investissements internationaux présente des données sur la situation financière extérieure du pays à un moment quelconque selon les concepts et les conventions comptables qui s'appliquent. C'est donc là le bilan du Canada avec l'étranger. L'actif de ce bilan représente les avantages économiques futurs qu'attend le Canada de l'étranger du fait des droits créés par les opérations présentes ou passées avec des non-résidents. Dans le *Système de comptabilité nationale de 1993*, on définit ainsi l'actif :

Biens qui doivent appartenir à une ou plusieurs unités qui tirent un avantage économique de leur possession et de leur utilisation sur un certain laps de temps⁶

[...] (la valeur économique) représente une certaine quantité de valeur économique abstraite qui peut être utilisée pour acquérir des biens ou des services⁷

Le passif est l'engagement que contracte le Canada de fournir des biens ou des services à des non-résidents. Il représente les sommes dues à des créanciers extérieurs ou appartenant à des actionnaires étrangers.

Interprétation analytique

Les données du bilan des investissements internationaux indiquent dans quelle mesure le Canada a, au fil des ans, à la fois fourni (actif extérieur) et reçu (passif extérieur) des ressources financières dans ses rapports avec le reste du monde. L'écart entre l'actif et le passif extérieurs est un solde dégagé qui équivaut à la partie de l'économie canadienne attribuable au reste du monde. Le Canada a été et est encore un débiteur net avec l'étranger.

6. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, *Système de comptabilité nationale de 1993*, publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 1.26, p. 6. ;

7. Ibid, alinéa 2.24, p. 20. [...]

Position d'investissement direct

Description

Les investissements directs (actif et passif) sont les investissements par lesquels l'investisseur d'une économie acquiert une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise exploitée dans une autre économie.

Dans la pratique, on juge au Canada qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Cette participation en actions avec droit de vote est déterminée par une analyse du faisceau de relations entre les entreprises tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Une entreprise peut détenir par la seule voie directe moins de 10 %, mais encore avoir 10 % des actions avec droit de vote par le biais de propriété d'une autre entreprise qui détient aussi des actions dans l'entreprise initiale (détention indirecte). Une fois le lien d'investissement direct établi parmi un certain nombre d'entreprises, par participation directe ou non, on mesure l'investissement en cause comme intervenant entre deux agents économiques seulement. Ainsi, on appellera investisseur direct une société canadienne détenant au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une société américaine et cette dernière sera appelée une entreprise recevant de l'investissement direct. Il se peut que la société américaine en question ait également des créances sur l'investisseur direct canadien, mais ces créances devraient être moindres que celles de la société canadienne⁸. Ces créances seront déduites des créances de l'investisseur direct canadien envers la société américaine dans la présentation des données d'investissement direct canadien aux États-Unis. Cette présentation s'inscrit dans la mesure directionnelle des investissements directs.

L'investisseur direct peut aussi recevoir des investissements d'une autre société étrangère. Si ces investissements représentent 10 % et plus des actions avec droit de vote de l'investisseur direct, celui-ci sera, pour cette société extérieure, une entreprise recevant de l'investissement direct. Il importe de souligner que les notions d'investisseur direct et d'entreprise recevant de l'investissement direct ne sont pas mutuellement exclusives. Une société peut être investisseur direct à l'égard d'une société étrangère et une entreprise recevant de l'investissement direct à l'égard d'une autre.

La mesure de l'investissement direct dans les statistiques canadiennes est la valeur totale du capital propre, des créances à long terme et (depuis 1983) des créances à court terme que détiennent des entreprises dans des entreprises non bancaires étrangères.

Évaluation

On évalue les séries du bilan des investissements directs sur la base des livres des entreprises destinataires de ces investissements. Ainsi, on mesurera les investissements directs du Canada à l'étranger sur la base des livres des entreprises extérieures, et non sur la base de ceux des entreprises résidentes ayant des investissements directs extérieurs. De même, les investissements

⁸ Selon les normes internationales, s'il y a appartenance mutuelle de plus de 10 % entre deux entités, la relation d'investissement direct ne doit plus être traitée sur une base nette mais bien sur une base brute. Chaque entité devient un investisseur direct de l'autre entité. Ce traitement brut va à l'encontre du principe directionnel d'investissement direct et peut donner lieu à des bris significatifs dans les séries quand l'appartenance devient graduellement supérieure à 10 % de l'avoir. La recherche se poursuit quant à l'application de cette norme dans les statistiques canadiennes.

directs de l'étranger au Canada se mesureront sur la base des livres des entreprises résidentes réceptrices de ces investissements, et non sur ceux des entreprises extérieures.

Les différences de valeurs comptables d'investissements directs de période en période proviennent des facteurs suivants :

- les opérations (qui sont comptabilisées à leur valeur au prix du marché dans le compte financier et qui font l'objet d'une réévaluation à leur valeur comptable pour fins de positions);
- les fluctuations des changes;
- les réorganisations de sociétés;
- les migrations de propriétaires principaux;
- les reclassements entre les catégories des investissements directs à la suite de l'augmentation de la propriété de 10 % ou plus des actions donnant droit de vote (ou, au contraire, à la suite de la diminution de la propriété de 10 % ou moins).

Distinction entre investissement direct et contrôle étranger

Il faut distinguer l'investissement direct du contrôle étranger. Les normes du Fonds monétaire international s'attachent aux investissements directs et se contentent d'évoquer vaguement la notion de contrôle.

La notion d'investissement direct [...] est plus large que celle d'entreprise résidente sous contrôle étranger, que le SCN distingue des entreprises résidentes contrôlées par des intérêts nationaux ⁹.

On constate l'inverse dans le *Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993* où l'accent est mis sur le contrôle.

Le concept d'entreprise résidente sous contrôle étranger du SCN est lié au concept d'entreprise d'investissements directs étrangers de la balance des paiements, en ce sens que le premier est une composante du second [...] La principale caractéristique distincte des investissements directs au sens de la balance des paiements est l'influence significative ou le pouvoir de décision en matière de gestion de l'entreprise, alors que, dans le SCN, les entreprises sous contrôle étranger se caractérisent avant tout par le contrôle¹⁰.

Dans les deux cas, le contrôle se définit comme le pouvoir de déterminer la politique générale de la société en nommant au besoin ses administrateurs. Posséder plus de la moitié des actions constitue évidemment une condition suffisante, mais pas nécessaire, pour avoir le contrôle. Néanmoins, comme il peut être difficile de connaître les sociétés dont le contrôle est exercé par une minorité d'actionnaires, il est recommandé de limiter en pratique les sociétés sous contrôle public ou étranger à celles dont les administrations publiques ou des non-résidents détiennent une majorité des parts. Cette recommandation est seulement destinée à servir d'orientation pratique, et elle admet éventuellement des exceptions s'il existe d'autres preuves de l'existence d'un contrôle¹¹.

9. *Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, 5^e édition, Washington, D.C., Fonds monétaire international, 1993, alinéa 360, p. 92.*

10. *Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, Système de la comptabilité nationale de 1993 publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 14.154, p. 373.*

11. *Ibid, alinéa 4.30, p. 96.*

Tant les investissements directs que les participations de contrôle relèvent de la notion de propriété d'une entreprise. Toutefois, les investissements directs indiquent une influence significative sur une autre entreprise, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une participation de contrôle qui confère le « pouvoir de définir, de manière durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques d'une entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement »¹².

Pour établir que les intérêts sont sous forme d'investissements directs ou de participation de contrôle, on doit tenir compte de l'ensemble des liens de parenté entre les sociétés, c'est à-dire des liens de propriété entre les entités d'une entreprise. On doit se représenter tout le réseau des entreprises, d'où la nécessité de regarder au delà de la frontière canadienne pour ainsi considérer tous les liens de propriété étrangère et intérieure des entreprises.

Sources des données

Enquêtes

On se sert de sept questionnaires pour rassembler les données d'investissements directs. Toutes les enquêtes en question sont des enquêtes annuelles par quasi-recensement sauf deux qui sont des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources administratives

On puise à un certain nombre de sources administratives pour compléter les données d'enquête. À l'aide de l'inventaire mensuel des sociétés à investissements extérieurs que tient Investissement Canada (qui fait partie d'Industrie Canada), on met à jour la liste d'envoi des questionnaires.

On exploite des données administratives supplémentaires fournies par les institutions financières à la Banque du Canada et au Bureau du surintendant des institutions financières, plus particulièrement pour calculer les investissements directs étrangers dans les banques canadiennes. Les sociétés canadiennes remplissent la formule T 106 à l'intention de l'Agence canadienne des douanes et du revenu sur leurs opérations ayant un lien de dépendance avec des entités non résidentes. Cette formule porte sur les dividendes, les intérêts et les créances et engagements entre sociétés. Elle permet également de valider les données d'enquêtes et de mettre à jour la liste des unités possibles de déclaration.

Autres sources

On analyse systématiquement les renseignements qui paraissent dans la presse financière (*Globe and Mail*, *National Post*, *Les Affaires*, etc.) et on les rapproche des données trimestrielles d'enquêtes.

Méthodes

Un système appelé CASTS (Capital Account Stock Transaction System) traite les données de sept questionnaires d'enquête et l'information provenant d'autres sources administratives et publiques. On applique ensuite des procédures de saisie et de validation de données ainsi que des procédures de calcul des flux en capital et des positions de fin d'exercice.

¹². Institut canadien des comptables agréés, *Manuel de l'ICCA*, Toronto, décembre 1997, 1590.06.

Produits

Exactitude des données

Un grand défi en matière de qualité des données est de maintenir un champ d'observation acceptable. Malgré tous les efforts déployés en ce sens, il se peut qu'une entreprise qui a récemment fait des investissements directs ne soit pas saisie.

Investissements directs du Canada à l'étranger

On juge que les données sur les investissements directs du Canada à l'étranger sont fiables. Elles proviennent d'un quasi-recensement annuel dont le champ d'observation est actualisé par des données à jour sur l'évolution des marchés et validé par des données administratives. On estime que l'observation est assez exhaustive. En 2000, le taux de réponse était de 58 %. De par leur nature, les investissements directs sont largement concentrés dans un nombre relativement petit d'entreprises. C'est ce que confirment les données d'enquête qui montrent que les 100 premières entreprises (5 % du champ d'observation) représentent 80 % de la valeur totale des investissements directs. Pour résoudre le problème de non-réponse, on reporte les données d'une année à l'année suivante en tenant compte des taux de change. On mesure les séries à partir des livres des filiales et autres sociétés liées ultimes à l'étranger. Ainsi, ces séries ne se prêtent pas à une comparaison immédiate avec les flux financiers tirés, généralement à la valeur au prix du marché, des livres des sociétés canadiennes. Les données de l'année la plus récente sont des données de projection qui pourront donc subir d'importantes révisions.

Investissements directs de l'étranger au Canada

On juge que les données sur les investissements directs étrangers sont très fiables. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel le taux de réponse était de 63 % en 2000. Là encore, on projette les données pour l'année la plus récente d'après les flux en capital déterminés par l'entremise d'une enquête trimestrielle par sondage et des renseignements sur l'évolution des marchés (avec les réorganisations de sociétés, les taux de change et d'autres facteurs utiles). On révisé les estimations lorsqu'on dispose des résultats du quasi-recensement.

Accessibilité des données

Dans cette publication, on présente les données sur la position d'investissement direct selon les grandes régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Des ventilations détaillées par pays et par branches d'activité sont aussi offertes contre recouvrement des coûts.

Position d'investissements de portefeuille

Description

Les investissements de portefeuille sont une forme passive d'investissement qui permet d'optimiser la valeur prévue d'un portefeuille par une diversification internationale afin de faire un gain pécuniaire (revenu ou valeur de l'investissement). Ces investissements comprennent des instruments qui

peuvent généralement être échangés sur des marchés secondaires. Ces dernières années, le progrès technique et la déréglementation ont eu pour effet de multiplier nettement les investissements de portefeuille à l'étranger; d'enrichir les choix d'instruments financiers d'échange (par exemple la titrisation de valeurs auparavant non négociables et de titres dérivés); et de considérablement faciliter l'évaluation des instruments financiers, élément clé des échanges.

Les investissements de portefeuille sont des investissements en actions et obligations (titres tant canadiens qu'étrangers) et en instruments du marché monétaire canadien (les instruments du marché monétaire étranger sont exclus, ce par quoi on s'écarte des normes internationales). Les investissements canadiens en instruments du marché monétaire extérieur figurent sans distinction dans «autres investissements», puisque les statistiques canadiennes ne peuvent pour l'instant séparer ces instruments du passif-dépôts des banques étrangères.

Les encours de valeurs de portefeuille varient en fonction des flux financiers, des fluctuations des changes, des plus-values ou moins-values des investissements et des changements de classification. Les investissements sont reclassés entre les investissements de portefeuille et les investissements directs, au moment où la propriété des actions franchit le seuil des 10 %.

Évaluation

Dans la mesure du possible, on évalue les titres à la valeur comptable des sociétés qui les ont émis. Ainsi, on évaluera les investissements en actions d'après l'avis des actionnaires de la société émettrice des actions. De même, la valeur des obligations et des instruments du marché monétaire se définit comme le prix d'émission plus les intérêts courus.

En évaluant ainsi à la valeur comptable, on se trouve à déroger aux normes internationales, qui demandent une évaluation au prix du marché. Toutefois, on fournit quand même l'évaluation au prix du marché de la plupart des investissements de portefeuille comme information supplémentaire dans les statistiques canadiennes. Cependant, cette évaluation n'est pas utilisée pour les séries officielles. On procède ainsi afin de maintenir une uniformité de traitement entre les différents comptes du bilan, dont l'investissement direct qui n'est disponible qu'à la valeur comptable.

Sources des données

On calcule les bilans (actifs) en valeurs mobilières étrangères grâce aux résultats d'une enquête «bilans» annuelle sur les portefeuilles canadiens qui a débuté à la fin de 1997 (auparavant, le calcul se faisait au moyen de flux cumulés). Pour la première fois, on a intégré les résultats de cette nouvelle enquête au numéro de 1998 de la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada*.

On calcule, en grande partie, les bilans (engagements) en valeurs mobilières canadiennes grâce aux opérations cumulées après ajustement à l'aide de renseignements relatifs aux positions. Pour les nouvelles émissions de valeurs mobilières canadiennes, on exploite les données administratives de la Banque du Canada ainsi que diverses sources publiques puis on complète avec des données d'enquête menées auprès des principaux émetteurs.

Méthodes

Investissement de portefeuille canadien à l'étranger

Une enquête annuelle, qui a débuté à la fin de l'année de référence 1997, relève d'efforts internationaux en vue d'améliorer la statistique des investissements de portefeuille extérieurs. Cette enquête, menée par la Division de la balance des paiements de Statistique Canada, mesure sur une base annuelle les portefeuilles des institutions financières canadiennes.

Investissements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien

Un système vaste et complexe (BP 2000) sert au traitement des données sur les obligations canadiennes et est maintenant mis en oeuvre pour les instruments du marché monétaire canadien. Dans l'un et l'autre de ces volets du système, chaque émetteur canadien est caractérisé par son nom, son secteur (gouvernement fédéral, sociétés privées, etc.) et son industrie d'appartenance. Chaque valeur mobilière détenue à l'étranger est indiquée avec les dates d'émission et d'échéance, la monnaie d'émission, le taux d'intérêt, l'échelonnement des paiements d'intérêts. Ce système sert à calculer diverses variables comme les positions, les intérêts et les remboursements.

Investissements de portefeuille étranger en actions canadiennes

On met à jour, tous les ans, les données sur les actions canadiennes à l'aide des flux financiers déclarés dans le cadre d'enquêtes mensuelles menées auprès des courtiers en valeurs mobilières et des principaux investisseurs du Canada. Ces données sur les positions sont complétées par les données de l'enquête «bilan».

Produits

Exactitude des données

Avec l'intégration en 1997 de l'enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens, les estimations des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères sont maintenant considérées comme très fiables. En 2000, le taux de réponse était de 78 %. Cependant, l'enquête n'est pas menée auprès des particuliers canadiens qui investissent directement sur les marchés extérieurs. Le problème de l'identification de tels investisseurs est commun à tous les pays, mais on ne pense pas que ce problème de sous-observation soit pour l'instant important dans les statistiques canadiennes. Il risque, cependant, de s'aggraver à mesure que se créent des canaux directs d'investissement à l'étranger qui ne sont pas saisis par notre système de collecte.

On considère comme très fiables les données sur les avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes sauf pour la répartition géographique des détenteurs extérieurs de valeurs de portefeuille. La ventilation géographique n'est pas toujours révélatrice de la répartition par pays des propriétaires réels qui peuvent recourir à des dépositaires dans d'autres pays. On s'attend néanmoins à ce que les données des enquêtes réalisées dans d'autres pays nous aident à améliorer la distribution géographique des engagements canadiens. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel, en 2000, le taux de réponse était de 63 % pour les sociétés et plus de 80 % pour les gouvernements et leurs entreprises.

Accessibilité des données

Les données sur le bilan des investissements de portefeuille en fin d'exercice, tant pour les obligations et les actions (canadiennes et étrangères) que pour les instruments du marché monétaire canadien, sont présentées selon l'ensemble des pays et selon six régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Il y a aussi une répartition sectorielle pour les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire canadiens. Dans le premier cas, on indique en outre les contributions sectorielles à la variation nette des valeurs comptables et marchandes.

Les données qui combinent des caractéristiques (pays, branches d'activité, devises, échéances de remboursement et service de la dette) peuvent être obtenues contre recouvrement des coûts.

Position d'autres investissements

Description

Le bilan des autres investissements est un compte résiduel d'un caractère hétérogène qui comprend tous les investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille. On y trouve les prêts et les emprunts (l'actif et le passif), les dépôts (l'actif et le passif), les actifs des réserves monétaires officielles et les autres actifs et autres passifs.

Prêts et emprunts

Les **prêts** se composent des prêts que consent directement le gouvernement du Canada à des pays étrangers et à des organismes internationaux, en partie par l'émission de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables qui sont comptabilisés dans les autres engagements. Sont également compris dans ce compte :

- les prêts à l'exportation d'organes du gouvernement du Canada comme la Société pour l'expansion des exportations et la Commission canadienne du blé;
- les prêts des banques et des autres entreprises;
- les prêts en opérations de pension sur titres.

Sont exclus les prêts et souscriptions au Fonds monétaire international (FMI), qui sont classés dans les réserves monétaires officielles, ainsi que les souscriptions aux organismes internationaux, qui comptent parmi les autres actifs. Des écritures en compensation se retrouvent à l'actif pour tenir compte des provisions au chapitre :

- des prêts de faveur aux pays en voie de développement dans le cadre du programme canadien d'aide au développement international;
- de la position nette du Canada relevant de ses souscriptions (capital) et de ses prêts aux institutions financières internationales;
- des mesures possibles d'allègement de la dette ou de son service dans le cadre d'ententes multilatérales à l'intention des pays ayant des difficultés financières.

Certaines des provisions établies par les banques à charte canadiennes à l'égard de leurs prêts à l'étranger sont aussi incluses.

Les **emprunts** incluent les emprunts des administrations et des entreprises publiques et des sociétés à des banques étrangères (ce qui comprend les emprunts auprès de consortiums bancaires), les emprunts hypothécaires et d'autres emprunts comme les emprunts en opérations de pension sur titres.

À l'**actif du compte des dépôts**, il y a les dépôts à l'étranger des banques canadiennes (y compris les dépôts en or et en argent ainsi que les créances interbancaires à court terme) et l'actif en dépôt de déposants canadiens autres que les banques. Au **passif du compte des dépôts** figurent les dépôts étrangers (y compris les dépôts en or et en argent et créances interbancaires à court terme) dans des banques canadiennes mais sans les débentures bancaires ni le capital-actions des banques entre les mains de non-résidents. (On comptabilise les débentures dans les obligations canadiennes de portefeuille, le capital-actions des banques de l'annexe 1 dans les actions canadiennes de portefeuille et celui des banques de l'annexe 2 dans les investissements directs étrangers au Canada.) On y trouve aussi les dépôts aux sociétés de fiducie et à la Banque du Canada.

Les **réserves monétaires officielles** sont les avoirs officiels en devises et en autres actifs monétaires du Compte du fonds des changes, du ministre des Finances (incluant la position des réserves canadiennes auprès du FMI), du receveur général du Canada et de la Banque du Canada. À l'actif du compte des réserves monétaires officielles, on trouve l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position des réserves canadiennes auprès du FMI, les avoirs en devises (monnaies, dépôts et titres) et les autres créances détenues.

Les **autres actifs** comprennent :

- les opérations canadiennes non bancaires sur le marché monétaire étranger;
- les créances clients et les autres comptes à recevoir à court terme avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les créances intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassées dans les investissements directs);
- les paiements échelonnés;
- les investissements immobiliers à l'extérieur du Canada au secteur des particuliers;
- les avoirs à l'étranger des immigrants;
- les souscriptions du gouvernement du Canada aux organismes internationaux à l'exclusion de celles faites au FMI qui sont traitées comme des réserves officielles internationales;
- les opérations sur titres secondaires au dérivés;
- les autres créances diverses sur les non-résidents.

Les **autres passifs** comprennent :

- les créances fournisseurs et les autres emprunts avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les engagements intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassés dans les investissements directs);
- les investissements immobiliers de l'étranger au Canada;
- les engagements hypothécaires;
- les dividendes déclarés et non versés;
- les droits de tirage spéciaux;
- les paiements échelonnés;

- la valeur des titres canadiens détenus dans des comptes de propriétaires apparents pour des non-résidents;
- les divers autres passifs.

Sources des données

Pour ce qui est de l'**actif**, on se renseigne sur les prêts du gouvernement du Canada aux pays étrangers et aux organismes internationaux au moyen de données administratives venant de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics du Canada pour les prêts consentis par les divers ministères. Les données sur les prêts des entreprises publiques proviennent de la Société pour l'expansion des exportations, de la Commission canadienne du blé et des comptes publics des sociétés d'État. On dispose de données administratives sur les prêts des banques canadiennes, produites à l'intention de la Banque du Canada. Les données d'enquête portent sur les prêts des sociétés. Enfin, les données sur les prêts en opérations de pension et sur les titres dérivés sont extraites des données d'enquêtes mensuelles menées auprès des intermédiaires financiers.

Au **passif du compte des emprunts**, on retrouve les emprunts de sociétés et d'entreprises publiques canadiennes, les emprunts à des banques étrangères, y compris à des consortiums bancaires étrangers, les emprunts hypothécaires et les autres emprunts. Les données sur ces éléments proviennent des enquêtes annuelles. Les données sur les emprunts en opérations de pension sur titres sont des données de déclaration des négociants et des courtiers canadiens. Enfin, pour se renseigner sur les emprunts à court terme à des banques extérieures, on recourt à la fois à des données sur les banques étrangères et à des données d'enquête.

Les **provisions** (entrée de contrepartie à l'actif) ont trait aux prêts aux pays en voie de développement qui font partie du Programme d'aide du Canada au développement international; à la position nette du Canada en ce qui a trait aux souscriptions et prêts aux institutions financières internationales; et aux mesures de secours au niveau de la dette ou du service de la dette pour les pays en difficulté financière en vertu d'accords multilatéraux. De plus, une partie des provisions établies par les banques à charte sur leurs prêts étrangers y est aussi comprise.

On ventile en quatre catégories tant l'actif que le passif du **compte des dépôts** avec les banques canadiennes : les dollars canadiens, les devises, l'or et l'argent. Le calcul se fait à l'aide des données administratives communiquées par les banques canadiennes à la Banque du Canada et d'une enquête sur les Transactions, avoirs et engagements — or et argent. On tire l'actif en dépôt d'entités canadiennes, autres que les banques, des renseignements sur les banques étrangères obtenus du Trésor américain, de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. Des données administratives nous renseignent enfin sur les dépôts de l'étranger, c'est-à-dire ceux des banques centrales étrangères à la Banque du Canada. Les dépôts étrangers des sociétés de fiducie proviennent d'enquêtes.

Les **réserves monétaires officielles** sont tirées des dossiers administratifs de la Banque du Canada.

Concernant les autres actifs, les données sur les souscriptions aux organismes internationaux proviennent du ministère des Finances, de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics. Les données sur

les instruments du marché monétaire étrangers sont à la fois des données administratives du Trésor américain et des données d'enquêtes des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada portent sur l'«actif reporté» des immigrants canadiens. Les données sur les titres secondaires ou dérivés proviennent d'une enquête mensuelle auprès des intermédiaires financiers canadiens. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les données sur les autres éléments d'actif sont celles d'une enquête annuelle.

Pour ce qui est des **autres passifs**, on calcule les engagements en billets à vue du gouvernement du Canada à l'aide de données administratives. Les données sur les créances fournisseurs à court terme, y compris les crédits commerciaux, sont des données provisoires d'une enquête-échantillon trimestrielle que l'on révisé en estimations définitives par les résultats du quasi-recensement annuel. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les séries sur les engagements envers les futurs immigrants sont extraites des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada.

Méthodes

Ce compte est dressé à l'aide des données d'enquête et des données administratives. On exploite abondamment les dossiers administratifs de Citoyenneté et Immigration Canada pour calculer les avoirs à l'étranger des immigrants.

Produits

Exactitude des données

On juge que les estimations de l'actif et du passif du compte des emprunts sont fiables dans la mesure où elles sont tirées de données administratives. Quant aux données d'enquête, elles sont acceptables. Les séries des emprunts à court terme des banques étrangères sont jugées acceptables. Elles sont partiellement dérivées des données obtenues des banques étrangères.

On dispose également d'estimations acceptables sur les dépôts non bancaires à l'étranger (avec les certificats de trésorerie étrangers). Les données sont, en grande partie, extraites de renseignements sur les banques étrangères et dépendent donc des critères de résidence appliqués par les institutions financières déclarantes à l'extérieur du Canada. Ces dernières années, elles ont accusé d'importantes variations demeurées inexplicables. Les dépôts dans les autres institutions financières sont obtenus au moyen d'une enquête qui a eu un taux de réponse de 100 % en 2000.

Les estimations des réserves monétaires officielles sont très fiables puisqu'elles sont tirées de renseignements administratifs et que les méthodes comptables employées sont conformes aux normes de la balance des paiements.

L'exactitude des diverses séries sur les autres actifs est acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances clients à court terme. Ce sont des données d'un quasi-recensement annuel. En 2000, le taux de réponse était de 64 %. Pour l'année la plus récente, on obtient les données par projection

à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet donc à des révisions quand on dispose des résultats du recensement annuel. Quant aux séries sur les actifs laissés à l'étranger par les immigrants, elles sont tenues pour acceptables, étant fondées sur les déclarations administratives des candidats à l'immigration lorsque ceux-ci demandent un visa. Par ailleurs, les séries sur les banques à charte semblent très fiables. Elles sont tirées de dossiers administratifs. Les autres comptes sont acceptables, mais ils restent peu importants en valeur.

Diverses séries sur les autres passifs sont de qualité acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances fournisseurs à court terme, les données en question provenant d'un quasi-recensement annuel. En 2000, le taux de réponse était de 64 %. Pour l'année la plus récente, on établit les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet à des révisions lorsqu'on dispose des résultats du recensement annuel. Enfin, les séries sur le passif officiel en droits de tirage spéciaux et sur les billets à vue du gouvernement du Canada sont considérées comme très fiables, puisqu'elles proviennent de dossiers officiels.

Accessibilité des données

Dans cette publication annuelle, on diffuse des données sur les bilans annuels des autres investissements selon les divers éléments d'actif et de passif et selon six régions (les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays de l'OCDE et les autres pays). On présente, selon l'instrument, des données sur les positions des réserves monétaires officielles du Canada. On décompose enfin les autres éléments d'actif et de passif en débiteurs-créditeurs à court terme et en éléments divers.

Appendice I

Glossaire

Actif financier canadien

Regroupement de toutes les créances financières canadiennes des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements (opérations) et dans le bilan des investissements internationaux (position). L'actif financier comprend les investissements directs, de portefeuille et les autres investissements.

Actif non financier non produit

Poste du compte capital qui comprend les opérations de biens corporels qui peuvent être utilisés ou nécessaires pour produire des biens et services mais qui ne sont pas effectivement produits, ainsi que les biens incorporels non produits (par exemple les brevets, droits d'auteur, marques de commerce, franchises).

Actions

Titres qui réfèrent à la propriété d'une société au moyen d'actions représentant une partie de son actif et de ses bénéficiaires. Les actions sont traitées comme investissement direct et de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou liée au portefeuille.

Autres actifs ou autres engagements

Créances qui englobent les créances ou éléments de passif non négociables autres que les prêts et les dépôts. Les autres actifs ou autres engagements sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Autres investissements

Compte fonctionnel dans le compte financier et le bilan des investissements internationaux, qui n'est pas un investissement direct ni de portefeuille et qui comprend les prêts, les dépôts, les réserves (actif seulement) et les autres actifs ou passifs.

Avoir des actionnaires

Instruments financiers et registres constatant, une fois que les obligations de tous les créanciers ont été remplies, les créances à la valeur comptable nette des entreprises constituées en société. Les actions privilégiées, le capital social, les certificats représentatifs d'actions étrangères, les unités de fonds mutuels et les sociétés de placement en font partie. L'avoir peut être traité comme des investissements directs (capitaux propres) ou des investissements de portefeuille (titres en portefeuille) dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou liée au portefeuille.

Balance des paiements

Relevé statistique résumant de façon systématique, pour une période déterminée, les opérations économiques d'une économie avec le reste du monde.

Bénéfices

Les bénéfices réfèrent aux gains d'exploitation d'une entreprise mesurés moins l'impôt sur le revenu ou des sociétés à payer sans pénalité pendant la période d'inscription. Les bénéfices sont traités comme des revenus de placement sur les investissements directs dans la balance des paiements.

Bénéfices non répartis

Parts des bénéfices que les filiales et les entreprises affiliées ne distribuent pas comme dividendes, et bénéfices que les succursales et autres entreprises non constituées en société ne remboursent pas. Si l'entreprise est une entreprise d'investissements direct, les bénéfices non répartis sont traités comme des investissements directs dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

CALURA

Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats (CALURA) maintenant Loi sur les déclarations des personnes morales. Registres liés aux données financières, aux droits de propriété, au contrôle (y compris le contrôle étranger) et à la concentration des états financiers des sociétés. Les sujets sont : les statistiques, les pays de contrôle, l'actif, les ventes, les bénéfices et le revenu imposable, la concentration des entreprises et le répertoire des liens de parenté entre les sociétés.

Centre d'intérêt économique

Une unité institutionnelle a un centre d'intérêt économique dans un pays si elle s'est déjà engagée envers l'intérêt économique : les activités et les opérations à grande échelle dans le pays pendant au moins un an, ou si l'unité compte agir ainsi.

Changement de propriété

Il y a changement de propriété quand un élément d'actif est reçu, un service est rendu ou un revenu est versé. Généralement, le changement est réputé survenir quand les deux parties (résident et non-résident) inscrivent leur opération dans leurs livres ou comptes respectifs.

Comptabilité en partie double

Convention comptable de base par laquelle chaque opération inscrite (crédit et débit) correspond à une inscription de valeur égale. Cette convention sert à compiler le relevé de la balance des paiements.

Compte courant

Compte principal de la balance des paiements qui comprend toutes les opérations (autres que celles des éléments financiers) comprenant l'échange de valeurs économiques (biens, services et revenus de placement) et les transferts de la valeur économique courante sans contrepartie (transferts courants). Toutes les opérations du compte courant sont regroupées sous les recettes et les paiements.

Conventions de rachat

Opérations sur valeurs qui réfèrent aux conventions comprenant deux opérations : une vente de titres et une entente simultanée de rachat des mêmes titres ou de titres semblables à une date et à un prix fixés au moment de l'entente. Les conventions de rachat sont traitées comme des prêts dans les autres investissements de la balance des paiements ou du bilan des investissements internationaux.

Date d'échéance

Date à laquelle un titre (par exemple une obligation) ou autre créance est rachetable.

Dépôts

Créances qui comprennent les billets et les pièces de monnaie en circulation et toutes les créances représentant une preuve de dépôt. Les dépôts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Dettes

Créance qui réfère au prêt de fonds par un créancier (prêteur) à un débiteur (emprunteur). La dette comprend les titres porteurs d'intérêt (généralement négociables) et d'autres titres de créance (généralement non négociables). La dette peut être traitée comme investissement direct, de portefeuille ou autre dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon le titre de la créance et selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur a trait à un investissement direct, de portefeuille ou autre.

Dividendes

Bénéfices répartis versés aux détenteurs d'actions d'une entreprise privée constituée en société, d'une coopérative et d'une société d'État. Les dividendes versés aux détenteurs d'actions du portefeuille sont traités comme des investissements du revenu en portefeuille dans la balance des paiements.

Double comptabilisation

Opération entrée dans un compte donné de la balance des paiements et déjà couverte dans un autre compte. Cette opération crée une duplication des comptes et affecte la divergence statistique.

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Éléments d'actif de réserve créés par le Fonds monétaire international (FMI) comme complément à d'autres éléments d'actif de réserve qui sont alloués à intervalles réguliers aux membres du FMI dans des proportions correspondant à leur contingent respectif. La valeur des DTS est déterminée au moyen d'un panier pondéré de devises. Les opérations des DTS sont inscrites dans le compte financier.

Effet du taux de change

Facteur représentant la fluctuation de la position d'un élément d'actif ou de passif du début à la fin d'une période. L'effet du taux de change renvoie aux fluctuations de la valeur de la devise émise par rapport à la devise locale.

Émission en cours

Titres échangés sur les marchés secondaires après leur émission.

Entreprise d'investissement direct

Entreprise constituée ou non en société dont un investisseur direct, qui est une entreprise résidente d'une autre économie, possède au moins 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société). Une entreprise d'investissement direct est composée d'entités apparentées qui peuvent être des sociétés affiliées, des filiales et des succursales.

Escompte

Montant associé à la différence entre le prix d'émission et la valeur à l'échéance quand le prix d'émission est inférieur à la valeur à l'échéance. Cette différence est traitée comme un intérêt et est inscrite, selon la méthode de comptabilité d'exercice, comme revenu de placement dans la balance des paiements.

Évaluation

La détermination de l'actif, du passif et des valeurs transactionnelles. Il existe diverses méthodes d'évaluation (valeur transactionnelle, prix du marché, prix d'émission, valeur comptable, valeur à l'échéance, etc.) qui représentent souvent les principes comptables applicables, les restrictions légales et la tradition, de même que des questions théoriques.

Filiale

Entité juridique commerciale dont une autre entité juridique commerciale possède au moins 50 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société).

Instruments financiers

Titres de créance ou instruments de capitaux propres qui peuvent être convertis en espèces ou en un autre instrument financier. Les instruments financiers comprennent les titres (généralement négociables) et d'autres instruments financiers (généralement non négociables). Les instruments financiers peuvent être traités comme des investissements directs, de portefeuille ou autres dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon le titre de créance et selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe, liée au portefeuille ou autre.

Instruments financiers dérivés

Instruments financiers qui représentent les titres produisant un gain dépendant de la valeur des autres éléments d'actif, comme le prix des biens, le prix des obligations et des actions, ou le cours du marché. Les contrats à terme normalisés, les contrats à terme de gré à gré, les contrats d'option et les échanges financiers en sont des exemples. Les instruments financiers dérivés sont traités comme d'autres investissements (autres actifs ou passifs) dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Intérêt

Revenu généré par un titre de créance pour une période donnée. L'intérêt est couru et peut être traité comme revenu de placement sur un investissement direct, de portefeuille ou autre dans la balance des paiements, selon le genre de dette et selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe, liée au portefeuille ou autre.

Investissement de portefeuille

Compte fonctionnel dans le compte financier et le bilan des investissements internationaux qui réfère à un investissement d'une entité résidente dans une économie sous forme d'actions et de titres de créance (autres que des investissements directs) d'une autre économie réalisé pour obtenir un revenu de placement ou des gains en capital. Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas d'influence considérable sur l'orientation et la gestion de l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Investissement direct

Compte fonctionnel dans le compte financier de la balance des paiements (opérations) et dans le bilan des investissements internationaux (position) qui réfère à un investissement d'une entité résidente dans une économie obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et une grande influence de l'investisseur dans la gestion et l'entreprise.

Investissement international net

Compte du bilan des investissements internationaux qui représente le stock d'actif financier extérieur des investissements moins le stock de passif extérieur. La position nette indique ce que possède l'économie par rapport à ce qu'elle doit à des non-résidents.

Marchés secondaires

Marchés des valeurs mobilières établies ou hors cote où se font les achats et les ventes de titres cotés entre investisseurs.

Monétisation ou démonétisation de l'or

La monétisation réfère à l'acquisition d'or-marchandise par les autorités monétaires pour augmenter le stock d'or monétaire. La démonétisation réfère à la disposition de l'or monétaire par ces mêmes autorités pour des raisons – non monétaires afin de réduire le stock d'or monétaire.

Non-résident

Unité institutionnelle non considérée comme étant résidente.

Nouvelle émission

Opération de titres représentant le montant que reçoit l'émetteur au moment de l'émission. Dans la balance des paiements du Canada, les nouvelles émissions se limitent aux obligations et aux actions canadiennes nouvellement émises lancées directement à l'étranger, c'est-à-dire des émissions étrangères, et à la partie des émissions mondiales lancées sur les marché étrangers.

Obligations

Titres de créance émis par un emprunteur qui oblige l'émetteur à faire des paiements précis au détenteur sur une période donnée. Les obligations peuvent être traitées comme des investissements directs ou de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le titulaire est directe ou liée au portefeuille.

Obligations coupons détachés

Titres créés par un courtier lorsqu'il acquiert un bloc d'obligations existantes et sépare ensuite physiquement certains coupons d'intérêt du résidu sous-jacent (on parle aussi d'«obligations à coupon zéro»). Ces deux unités sont ensuite vendues séparément à un prix bien inférieur à leur valeur au pair. Les obligations à coupons détachés sont traitées comme des obligations dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Opération (transactions)

Flux économique représentant la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction d'une valeur économique. Les opérations comprenant des changements de propriété de biens, de services, de revenus de placement ou de créances sont inscrites dans la balance des paiements. Les opérations de la balance des paiements et les opérations de variation de change modifient le bilan des investissements internationaux d'une période à l'autre.

Or monétaire

Élément d'actif de réserve des autres investissements qui représente l'or que possèdent les autorités et qui est détenu comme actif de réserve. Les opérations en or monétaire se font seulement entre des autorités monétaires et leur équivalent dans d'autres économies ou entre des autorités monétaires et des organisations monétaires internationales.

Or non monétaire

Réfère à tout l'or non détenu comme actif de réserve.

Paiements du compte courant

Regroupement des opérations du compte courant qui produisent, pour des résidents canadiens, des dépenses avec des non-résidents. Ils comprennent les importations de biens et services, les dépenses liées à des revenus de placement provenant du passif financier canadien à des non-résidents et les paiements de transfert courants.

Parties apparentées ou liées

Entités juridiques commerciales distinctes qui ne sont pas indépendantes. Les parties apparentées comprennent les sociétés affiliées, les filiales et les succursales.

Passif financier canadien

Regroupement de tout le passif financier canadien (y compris les capitaux propres) et du passif des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements (opérations) et dans le bilan des investissements internationaux (position).

Position de réserve du fonds

Élément d'actif de réserve qui réfère à la somme des achats de tranches de réserve qu'un membre peut mobiliser et de l'endettement du fonds facilement remboursable aux membres.

Bilan des investissements internationaux

Relevé statistique de la valeur et de la composition de l'ensemble des actifs d'une économie par rapport au reste du monde, ainsi que de la valeur et de la composition de l'ensemble du passif d'une économie par rapport à la position du reste du monde.

Prêts

Créances qui réfèrent au prêt direct de fonds par des créanciers (prêteurs) à des débiteurs (emprunteurs) au moyen d'ententes dans lesquelles les prêteurs peuvent ou non recevoir un document ou un titre négociable. Les prêts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements.

Prime

Montant associé à la différence entre le prix d'émission et la valeur à l'échéance d'un titre quand le prix d'émission est supérieur à la valeur à l'échéance. Cette différence est traitée comme intérêt et est inscrite, selon la méthode de comptabilité d'exercice, comme un revenu de placement dans la balance des paiements.

Principe débiteur/créancier

Genre d'affectation régionale dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux où les créances de l'économie déclarante sont attribuées au pays de résidence du débiteur non résident, et le passif est attribué au pays de résidence du créancier non résident.

Principe de l'agent économique transacteur

Genre d'affectation régionale dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux où les créances et le passif sont attribués au pays de résidence de la partie non résidente (agent économique).

Prix d'émission

Le prix d'émission représente les produits reçus par l'émetteur lorsqu'il émet un titre.

Région géographique

Dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada, les pays étrangers sont regroupés en six régions : États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE, autres pays (y compris les établissements internationaux).

Remboursements

Opérations sur valeurs représentant le montant du capital remboursé par l'émetteur à la date d'échéance des titres.

Réserve (avoirs)

Créances de non-résidents rapidement utilisables et contrôlées par les autorités monétaires. Elles peuvent servir à modifier le taux de change d'une devise ou à d'autres fins. Les réserves sont traitées comme d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Résident

Unité institutionnelle considérée comme résidente quand elle a un centre d'intérêt économique sur le territoire économique d'un pays.

Revenu de placements

Compte du compte courant qui englobe les revenus sur les avoirs et sur la dette. Les revenus sur les avoirs comprennent les bénéfices réalisés sur les investissements directs et les dividendes réalisés sur les actions en portefeuille, et les revenus sur la dette renvoient à l'intérêt sur les investissements directs, de portefeuille et autres.

Secteur émetteur

Le secteur émetteur d'un instrument financier s'entend de la nature du secteur sous-jacent de l'émetteur d'un titre. Dans la balance des paiements ou le bilan des investissements internationaux du Canada, les émetteurs canadiens sont classés en entreprises directes fédérales, entreprises provinciales et entreprises municipales et sociétés, et les émetteurs étrangers, en gouvernements et autres.

Société affiliée

Entité commerciale détenue entre 10 % et 50 % par une autre entité commerciale.

Succursale

Entité commerciale qui n'est pas constituée en société et que détient une autre entité juridique commerciale.

Terme jusqu'à échéance

Période fixe correspondant à la durée de vie d'un titre ou d'une autre créance. Le terme jusqu'à échéance correspond à la période de temps qui s'écoule entre la date à laquelle la créance est émise (terme initial jusqu'à échéance) ou qui reste (terme restant jusqu'à échéance) et la date à laquelle la créance est rachetable (date d'échéance).

Titres

Instruments financiers négociables, comme les actions émises dans le public, les obligations, les titres du marché monétaire et d'autres instruments financiers. Les titres sont traités comme des investissements directs et de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou liée au portefeuille.

Titres ou instruments du marché monétaire

Titres de créance qui réfèrent à tous les instruments facilement négociables dont le terme initial jusqu'à échéance est de moins d'un an et qui confèrent généralement au détenteur le droit inconditionnel de recevoir une somme d'argent précise et fixe à une date donnée. Ils comprennent des instruments tels que les bons du Trésor,

les effets commerciaux et financiers, les acceptations bancaires, les certificats de dépôt et les billets à court terme négociables. Les titres du marché monétaire peuvent être traités comme des investissements directs ou de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou liée au portefeuille.

Titrisation

Regroupement de créances non négociables (illiquides) sous forme de titres normalisés appuyés par ces créances, qui peuvent alors être négociés comme tout autre titre.

Valeur à l'échéance

La valeur à l'échéance d'un titre ou autre créance est le montant que l'émetteur paiera au détenteur de la créance à la date du rachat de la créance. On parle souvent de valeur nominale, au pair, principale et de rachat.

Valeur comptable

Valeur de l'actif et du passif fondée sur la valeur inscrite dans les livres de l'entreprise où l'investissement est fait (principe du débiteur). La valeur comptable sert à évaluer l'actif financier canadien et le passif financier canadien du bilan des investissements internationaux.

Valeur marchande

Montant que des acheteurs consentants paient pour acquérir quelque chose de vendeurs consentants; les échanges se font entre deux parties indépendantes et uniquement pour des raisons commerciales. La valeur marchande de certains investissements de portefeuille est présentée comme information supplémentaire dans le bilan des investissements internationaux.

Valeur transactionnelle

Valeur qui réfère au sens large au prix réel convenu par les agents économiques et qui sert généralement à inscrire les opérations dans la balance des paiements. Aux fins des douanes, la valeur transactionnelle est définie en des termes propres aux douanes.